POSTFACE

Le sol franc, condition essentielle de la paix

Discours prononcé à Zurich le 5 juillet 1917

La paix sociale et la paix entre les peuples naissent du même esprit ; elles ont des sources identiques. Entre peuples jouissant de la santé sociale, c'est-à-dire de la paix véritable entre citoyens, la guerre ne peut jamais éclater ; tout comme, inversement, la paix ne peut jamais régner entre pays rongés par la lutte des classes. C'est pourquoi qui veut la paix entre les peuples doit savoir qu'il ne la cueillera que sur l'autel de la paix sociale. Toute offrande à la paix sociale revient au tronc de la paix internationale. Les choses sont telles, que nous n'aurons plus à nous inquiéter au sujet de la paix internationale dès que nous aurons fait pour la paix sociale les sacrifices qui s'imposent.

Des hommes intelligents ont vu, dès le début de la guerre mondiale que, pour finir, elle dégénérerait en guerre civile. Soit ; mais le mot « dégénérer » n'est pas ici à sa place. Ce n'est pas la guerre entre nations qui dégénère en guerre civile. C'est au contraire la guerre civile allumée au sein de toutes les nations civilisées, c'est la lutte des classes qui, empêchée par la force d'éclater ouvertement, cherche une issue dans la guerre internationale et « dégénère » en cette forme. La guerre entre pays est le corollaire de la division des peuples en classes séparées, de la lutte de ces classes entre elles, de la guerre civile économique.

Cet état de guerre intestine, qui gangrène tous les pays civilisés, a des causes d'ordre économique. La scission des classes, que des institutions contre nature entretiennent au sein des nations civilisées, équivaut à l'état de guerre. A quoi donc serviront la guerre et la chasse aux esclaves de jadis, sinon à établir « l'ordre social » que nous admirons aujourd'hui, c'est-à-dire à créer une classe laborieuse, sur laquelle ceux d'en haut pussent se débarrasser de toutes les misères de la vie ? Des rentiers et des bêtes de somme. Cette division du peuple en deux classes, étant contraire à la nature, ne peut donc se maintenir que par la violence matérielle et morale. Mais comme toute violence en provoque une autre, la violence, c'est la guerre.

Si le problème économique est résolu, la paix est assurée. Les antagonismes d'ordre spirituel ne troublent jamais gravement la paix. Même les guerres dites de religion avaient des causes purement économiques. Les questions de langues et de races ne provoquent pas non plus la guerre ; celle-ci n'a rien à voir avec les manifestations de

la vie. Un simple fait en dit long : il faut au soldat un uniforme ; sans quoi, comment distinguer les uns des autres les amis et les ennemis ? Une bataille entre bataillons nus serait chose impossible.

Ce sont toujours les mêmes institutions économiques qui ont forcé les peuples civilisés à se diviser en classes distinctes et qui les ont poussés à la guerre civile. Ces institutions sont le droit foncier et la monnaie métallique (ou sa contrefaçon en papier). Ces institutions primitives, qui ruinèrent les nations de l'antiquité, finiront, si nous ne nous en délivrons pas à temps, par ruiner aussi notre civilisation. Aussi longtemps que les efforts de rénovation et les révolutions s'arrêteront devant ces deux institutions-là, la paix ne sera possible ni au dehors, ni au dedans. Cela, la « grande » Révolution française l'a abondamment prouvé. En dépit de la représentation nationale, de la prétendue démocratie, la division des classes n'a fait, depuis, que reprendre de plus belle en France : elle n'a peut-être jamais été poussée aussi loin. Avant, c'étaient l'Eglise et l'Etat qui saignaient le peuple ; les rentiers les ont aujourd'hui remplacés. La tourmente avait précisément épargné les deux institutions sur lesquelles s'appuie la division des classes : la propriété foncière privée et le système monétaire traditionnel, légué par l'antiquité. La propriété foncière privée et le prolétariat qui y est inséparablement lié sont incompatibles avec la vraie démocratie. La royauté n'est rien d'autre que la conséquence logique de la propriété foncière privée. Le propriétaire foncier lutte forcément en faveur d'un pouvoir central, qu'il considère comme sa seule protection contre la convoitise et l'agression. D'autre part, notre système monétaire traditionnel agit dans le même sens ; du fait qu'il subordonne son fonctionnement à l'existence de l'intérêt, du fait qu'il érige l'usure en institution publique et soumet toute la vie économique à ce joug, il sème la division, engendre les classes et trouble la paix. Jamais, depuis l'apparition de la propriété privée et l'adoption des métaux nobles comme moyen d'échange, il n'y eut de paix véritable. Et aussi longtemps que persisteront ces institutions barbares, nous n'aurons la paix ni au dedans, ni au dehors. La guerre est le seul contact qui puisse exister entre travailleurs et rentiers.

La paix est une grande œuvre. Les moyens doivent correspondre à la grandeur de l'entreprise. Sans quoi, c'est la désillusion. La paix n'exige pas de sacrifices humains, mais des sacrifices pécuniaires inouïs. Et par surcroît, le sacrifice de précieux privilèges, de préjugés affectionnés, de conceptions de la vie et d'ambitions nationales. En vérité, les choses sont telles, que lorsque nous aurons fait à cette gloutonne qu'on appelle la Paix tous les sacrifices qu'elle exige, de larges sphères sociales de tous les pays s'exclameront avec conviction : « Plutôt la guerre que la paix ! ». Tout comme il arrive assez souvent aujourd'hui que des gens ruinés à la Bourse n'hésitent pas à préférer la mort.

L'erreur des pacifistes, à l'exception seulement des premiers

chrétiens, a toujours été de sous-estimer de loin le poids de la tâche, et, par là, de tenter d'atteindre leur but avec des moyens totalement insuffisants. Réellement, c'est à croire bien souvent que la paix s'achète au marché. Il serait peut-être utile d'examiner de plus près les sacrifices généreux que l'on a été jusqu'ici disposé à offrir à notre gloutonne. Voici d'abord les végétariens et les abstinents, qui vont criant : « La guerre est un état d'esprit de buveur, qui provient de l'état pathologique du buveur. C'est la conséquence de l'alimentation carnée, du tabac, de l'alcool et de la syphilis qui l'accompagne. Donc, évitez l'alcool, et vous deviendrez prudents comme le serpent et doux comme des agneaux. »

Il y a du vrai, beaucoup de vrai, dans ces mots ; mais ces menus sacrifices ne nous donneraient pas la paix. La guerre existait bien avant la dépravation du peuple par l'alcool et le tabac. Il faudrait de plus attendre que sous l'effet de l'abstinence et du végétarisme, c'est-à-dire par un long processus de sélection, les hommes fussent devenus « meilleurs ». (Selon Moïse, le péché des parents ne s'efface qu'à la quatrième génération.) Il convient dès lors de se demander si les forces avilissantes de la guerre ne font pas des progrès plus rapides que l'eugénisme, et si, dans la lutte entre ces deux influences, la guerre ne conservera pas le dessus.

Un autre moyen prôné avec conviction est la grève de la procréation. Plus aucune naissance ; d'où plus aucun soldat ; d'où plus aucune guerre. Ce moyen est sans doute infaillible. Qui donc jouirait des bienfaits de cette paix ? Seuls les enfants des briseuses de grève bénéficieraient du sacrifice consenti par d'autres.

On recommande aussi le refus du service militaire. Ce moyen-là est infaillible à condition que tous l'appliquent. Après tout, à quoi n'arriverions-nous pas si nous étions tous des héros ? Mais où sont les héros ? En l'espace de plusieurs siècles, il n'y eut qu'*un* Arnold von Winkelried, *un* Giordano Bruno, *un* Huss. Tout esprit de sacrifice suppose la victoire sur l'instinct de conservation, lequel est par bonheur encore plus ardent que la soif de la paix. C'est précisément l'instinct de conservation qui nous rend pacifiques.

Autre proposition : que chaque Etat verse en dépôt, à tel endroit déterminé, une certaine somme d'or, comme caution en faveur de la paix. Tout agresseur perdrait sa garantie. Comme c'est beau, comme c'est simple, et surtout bon marché !

Autre suggestion : il faudrait réserver à un pays neutre le monopole de la production des explosifs. Sans poudre, pas de guerre. Voilà encore un moyen vraiment bon marché. Et qui permettrait facilement à certains de préparer la guerre en secret, pour tomber sur le voisin complètement désarmé ! Qu'il paraît simple, ce problème de la paix, pour bien des cervelles !

Pour l'homme de guerre, c'est plus simple encore ; on terrasse

l'adversaire, on met un pied sur sa poitrine, et on lui demande s'il veut faire la paix. Une paix de ce genre laisse subsister tout ce qui a poussé les adversaires à se faire la guerre. La vieille pomme de discorde est remplacée par une fraîche. Le vainqueur est content ; le vaincu expie. Un jour celui-ci saisit le premier prétexte de dispute venu, et tombe sur l'adversaire. Parfois les rôles changent. Les vaincus d'hier sont les vainqueurs d'aujourd'hui. Et la pomme de discorde en devient encore plus fraîche et plus belle que jamais. Signée dans ces conditions, la paix n'est jamais que provisoire et ne sert qu'à amasser de nouvelles forces en vue de la guerre pour la suprématie. L'orgueil perdant le vainqueur, la suprématie ne reste jamais longtemps du même côté. La paix militaire est intenable de par sa nature même.

A la paix basée sur la *suprématie*, les hommes d'Etat en opposent une autre, basée sur l'*équilibre* des forces. Si les forces opposées se contrebalancent de telle façon qu'aucun des adversaires ne puisse escompter la victoire, nul n'aura la témérité de troubler la « paix ». C'est ce que disent les hommes d'Etat. Aussi longtemps que l'équilibre des forces ne sera pas rompu, l'ange de la guerre ne bougera pas plus que l'âne de Buridan.

Pour maintenir l'équilibre des forces, les hommes d'Etat recourent principalement à l'arpentage. Ils morcèlent et remanient les frontières jusqu'à ce qu'ils croient avoir assuré cet équilibre.

Mais l'équilibre tant recherché ne relève pas uniquement de la géodésie. Bien souvent même, la force des Etats est en raison inverse de leur étendue géographique, et les facteurs de supériorité étrangers à la géométrie des frontières ne sont pas des constantes. L'accroissement démographique, les conditions sociales, la technique militaire, les ressources économiques, bref, tout ce qui influence de façon décisive la puissance défensive est en fluctuation incessante. De combien la puissance de l'Angleterre n'a-t-elle pas été affaiblie par les sous-marins ? Si les hommes d'Etat réussissaient à établir un équilibre total au départ, cette garantie de paix (!) ne cesserait d'être modifiée fâcheusement par les influences susdites et par mille autres. C'est ainsi qu'une simple différence de natalité suffirait pour rompre l'équilibre. Si la lutte contre la mortalité infantile s'avère plus efficace dans un pays que dans un autre, voilà l'équilibre de nouveau compromis. En Egypte, par exemple, le pharaon cherchait à maintenir l'équilibre en faisant noyer les nouveaux-nés de la race d'Abraham. Si l'on voulait employer ce moyen pour maintenir la balance entre la France et l'Allemagne, il faudrait, ou bien appliquer la méthode du pharaon en Allemagne, ou bien faire monter la natalité en France au même niveau que de l'autre côté du Rhin. Toutefois le chiffre de la population n'a bien souvent pas plus d'importance que la grandeur du territoire. Il n'est pas rare de voir la puissance militaire inversement proportionnelle à la population. La qualité, c'est-à-dire l'aptitude au service

militaire, importe bien plus que la quantité. L'alcoolisme et l'abstinence suffisent souvent par eux-mêmes pour renverser les rapports. Il y a dix ans, l'alcool apportait la révolution russe et ses suites ; trois ans d'abstinence engendrèrent la force révolutionnaire. Si les hommes politiques partisans de la balance des forces tolèrent l'alcool dans un pays, ils devront en imposer la consommation à tous les autres.

Nous nous dispenserons de développer davantage la théorie de l'équilibre. Ce que nous venons de dire montre où conduirait la paix des diplomates équilibristes.

C'est à une paix du même genre que vise la doctrine du désarmement. Selon celle-ci, l'équilibre des forces serait assuré, une fois le monde entier désarmé. L'homme sans armes est, paraît-il, militairement une nullité. La force est dans les armes ; et la suprématie des armes conduit à la guerre. Sans doute ne va-t-on pas jusqu'à vouloir désarmer les chasseurs. D'ailleurs cette doctrine tient probablement compte de la nécessité des armements destinés au maintien de la « paix » à l'intérieur des frontières. Mais ceci constitue une inquiétante concession aux armements. Quelle force armée le congrès du désarmement aurait-il dû allouer au Tsar pour le maintien de l'ordre (1) ?

Ceux qui prônent le désarmement pour garantir la paix perdent totalement de vue qu'on peut faire une arme de tout objet plus dur qu'un crâne de soldat. La valeur d'un armement se mesure à celle des armes adverses. Que l'épée de l'un des combattants soit un peu moins émoussée que celle de l'adversaire, et les armes seront inégales. En Allemagne, lors de la guerre des paysans, les fléaux eurent raison des armes des chevaliers. A Paris, durant la Commune, les pavés suffisaient. Caïn tua son frère avec une massue. Hercule au berceau étrangla tout bonnement le boa.

Dans ces conditions, comment se représenter le désarmement ? La police italienne interdit le port de couteaux pliants. Interdirons-nous la détention de fléaux ? Et n'y aura-t-il plus de fusils de chasse ? Fort bien ! Lorsqu'on aura interdit tout cela, les adversaires s'*étrangleront* comme font les soldats dans la mêlée, chaque fois qu'ils ont épuisé leurs munitions, autrement dit : lorsqu'ils sont désarmés. En dernier ressort, c'est le poing qui décide. Si l'on en arrive au désarmement total sans supprimer les causes mêmes de la guerre, on prépare le terrain à la guerre la plus effroyable de toutes : le corps à corps, comme à Teutoburgerwald, à Lechfeld, à Sempach.

Et n'avons-nous pas vu avec quelle rapidité le fabricant d'arcs d'agrément change d'idée et adapte son atelier aux besoins de la guerre ? Le matériel pousse dans les champs. Et il ne représente qu'une infime partie de l'armement de paix. Immédiatement après que la

(1) Programme de paix de Wilson en juin 1918 : « Réduction des forces armées au minimum estimé nécessaire au maintien de la sûreté intérieure ». Les prédécesseurs de Wilson ont appliqué ce programme, et c'est sans armée que Wilson est entré en guerre !

guerre avait éclaté, des cargaisons de grenades américaines récemment fabriquées inondèrent le marché des armements. Que signifie alors le désarmement ? Je ne saisis pas le sens de cet appel au désarmement.

Dans la lutte contre l'Angleterre, la charrue allemande, les engrais allemands, voilà les vraies armes de la Germanie. Le blé est armement ; le guano est armement ; les moutons, armement. Le salpêtre sert à charger les grenades comme à fertiliser les champs. Faudra-t-il donc pour désarmer fermer les écoles techniques qui enseignent l'art de tirer de l'air le salpêtre, utile à l'agriculture, mais nécessaire à la guerre ? Les creusets des fabriques allemandes de colorants produisent des explosifs ou des teintures selon que l'on manœuvre la vanne A ou B.

Oui, disent les Français, le désarmement ferait l'affaire de ces loyaux Allemands, qui ont du charbon, une puissante industrie, tout ce qu'il faut pour rétablir promptement leurs forces armées. Mais que disent les autres peuples, ceux qui doivent importer leurs armements en temps de paix, pour en disposer en temps de guerre ; que pensent-ils de la question du désarmement ? Une fois dépourvus, comment réarmer ? Quel eût été le sort d'une France et d'une Russie désarmées ? La colossale industrie de Germania se serait transformée comme par enchantement ; et, armé jusqu'aux dents de matériel entièrement nouveau, l'Allemand serait tombé sur les Russes et les Français armés de fléaux et de casques à mèche.

L'homme naît armé. Dès ses plus lointaines origines, sa nudité en face de meurtriers naturels, comme le tigre et l'ours des cavernes, n'a que mieux fait voir qu'il était le plus fort. Armé, il l'est aussi contre ses semblables. En fin de compte, l'intelligence et l'instruction sont les armes les plus efficaces. Le désarmement n'est qu'un mot absurde.

N'entendez pas par là que les armes assurent la paix. L'inutilité du désarmement ne justifie pas nécessairement le précepte : « Si tu veux la paix, prépare la guerre. » On peut toujours supprimer l'armée, dont le budget pourrait servir à faire cent mille nouveaux millionnaires. Cela ne ferait aucun bien, ni aucun mal. La paix n'a rigoureusement rien à voir avec les armements, ni les désarmements.

Une autre paix, dont on parle beaucoup, surtout en Amérique, est la paix par la police. Pour W.-H. Taft, la Société des Nations *imposera* la paix.

La paix, telle que cet homme d'Etat américain la conçoit, ne requiert vraiment pas grand'chose. Cette paix imposée ne rappelle-t-elle pas le calme qui règne dans les Etats où la police empêche les mécontents de se révolter ? La paix chère à M. Taft existe déjà partout à l'échelle nationale. Peut-être même les bataillons de policiers furent-ils pour M. Taft la pomme de Newton et lui suggèrent-ils l'idée géniale de généraliser le système et d'imposer la paix aux nations par une police internationale. Mais nous ne tarderons pas à voir en

Amérique même comment se comportera la paix forcée, le jour où la classe laborieuse se lèvera contre la grande pieuvre du capitalisme. Qui sait si M. Taft, devant l'insuffisance de bataillons de policiers nationaux, ne fera pas appel à la ligue pour l'imposition de la paix (league for the enforcement of peace) pour mater les ouvriers ? Ce contrat d'aide mutuelle pour réprimer les troubles locaux nous rappelle quelque chose... La Sainte-Alliance...

En ce qui regarde l'établissement de la paix, la proposition dont on parle le plus, et dont les pacifistes attendaient le plus jusqu'ici, c'est la paix à fonder sur le droit international. De l'avis des pacifistes, il suffirait d'édifier ce droit et de le garantir d'une manière quelconque. De quelle nature serait cette garantie ? On ne le sait pas très bien. Toujours est-il qu'on espère arriver, avec le temps, à faire du droit des gens quelque chose de sacro-saint et d'inviolable, une divinité juridique à laquelle nul n'oserait toucher.

Ce droit international s'inspirerait de la « Justice », de la morale et de la liberté. On ne perd pas son temps à définir ce qu'il faut entendre par la justice des peuples et la morale des Etats. On considère simplement comme évident que la justice est une chose en soi ; un objet que tous les hommes voient tous et toujours de la même façon ; en sorte que, par exemple, si les cinq cents millions de sujets britanniques n'ont pas sur la moralité de la guerre sous-marine la même opinion que les soixante-dix millions d'Allemands, cela tient uniquement au fait qu'une des deux parties voit mal les choses, ou ne veut pas voir. Mais supposons qu'il existe réellement quelque chose qu'on appelle la « Justice » ; et qui reste invariable toujours et partout ; à Londres comme à Berlin ; jadis, maintenant et à jamais ; une constitution éternellement immuable. Les pacifistes font une curieuse impression, lorsqu'ils supposent chez ceux qui détiennent l'autorité dans nos Etats issus de la lutte des classes une dose suffisante de cette justice, et lorsqu'ils croient pouvoir établir là-dessus des rapports pacifiques d'Etat à Etat. Dans le monde entier, qu'est-ce qui nous fonde à admettre cette hypothèse ? La dernière guerre ? La vie intérieure des nations avant cette guerre ? Règne-t-il, dans nos beaux Etats fondés sur les classes, un si tendre attachement à la justice ? N'y règne-t-il qu'amour et équité ? La vie publique y peut-elle être considérée comme l'école de la justice et de l'humanitarisme ? La politique, telle que la conçoivent nos députés, élève-t-elle donc tant les sentiments ? Les jeunes fonctionnaires qu'on envoie se former dans le Sud-Ouest Africain, au Congo, aux Indes, nous reviennent-ils tellement sensibles et épris de justice ? L'esprit de justice et l'amour du prochain nous viendraient-ils de l'incessante lutte des classes qui sévit entre ouvriers et chefs d'entreprise ?

Les pouvoirs assistent avec indifférence aux ravages de la mortalité infantile dans les villes comme New-York, Berlin, Londres et

Paris. Rien qu'en Allemagne, 300.000 victimes par an. Presque autant que ce que la guerre actuelle dévore en hommes. Plus que n'en ont coûté les massacres d'Arménie. Les pouvoirs n'ignorent pas que, si les nourrissons meurent en masse, c'est le plus souvent parce que la misère empêche les femmes de donner à leurs enfants les soins requis. La misère, dans ces mêmes pays où 100.000 millionnaires ne savent plus comment étaler leur arrogance. S'est-il jamais trouvé un homme au pouvoir — un seul — pour se révolter contre cela ? Et c'est en des êtres pareils que nous espérerions voir s'éveiller assez d'équité pour qu'ils s'inquiètent lorsque, dans la lointaine Turquie, des peuples en viennent aux mains ? Les voyez-vous déjà, telles les corneilles à l'approche d'un oiseau de proie, voler au secours de leurs congénères ? Que celui qui veut s'entraîner à la pratique de la justice s'exerce donc en premier lieu parmi les siens, dans sa propre nation. Lorsque régnera dans notre propre pays la paix véritable et profonde, c'en sera fini du régime fondé sur la lutte des classes. Alors nous pourrons songer à de nouvelles conquêtes dans le domaine de la justice, et à des traités conclus dans cet esprit. En attendant, il n'y a rien d'autre à faire qu'à éliminer le mieux possible toute cause de discorde et de friction entre les peuples.

D'accord, diront les pacifistes, c'est précisément notre but. Nous voulons supprimer la pomme de discorde par l'institution du droit international, que nous nous efforçons d'étendre et d'affermir. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être absolu, tout comme la souveraineté nationale.

Mais nous répondons : les droits des peuples, le droit des masses, sont déjà trop étendus, beaucoup trop étendus. Les droits des *masses* ne pourront jamais être assez restreints. C'est pourquoi nous devons étendre d'autant plus les droits de l'*humanité*. Si les peuples abusent déjà de leurs pouvoirs actuels, quel abus n'en feront-ils pas lorsque ces pouvoirs seront encore plus étendus ? Non, nous faisons fausse route. Il faut restreindre les pouvoirs nationaux ; les droits des nations touchant le sol qu'elles occupent doivent même être abolis complètement. Le droit international, c'est la guerre ; le droit humain, c'est la paix. On qualifie de progrès le développement du droit international. Ce n'est pas vrai ; c'est contraire aux enseignements de l'histoire. Au commencement régnait le droit de la force, le droit des masses, le droit des gens. *Le progrès va du droit des masses au droit de l'individu.*

Les peuples valent toujours moins que les parties qui les composent. L'homme ne gagne pas à se décharger de toutes les responsabilités sur la masse : en communauté, l'homme agit plus chichement que seul. Swift déjà disait : « J'ai toujours détesté les Etats et les communes ; mon amour va aux personnes individuelles. » C'est pourquoi il faut donner à l'individu plus de droits qu'aux peuples ; il en abusera moins, portant lui-même la responsabilité. Le droit des peuples, le

pouvoir des masses ne s'érigent qu'aux dépens de la personne humaine. Le droit de l'un ne se conçoit que comme un tort pour l'autre ; tout comme la liberté de l'un signifie pour l'autre la servitude ; seuls les droits de la personne humaine font exception à cette règle. Tout privilège est une traite qu'il faut que quelqu'un paye. Si le privilège est pour la masse, ce « quelqu'un », ce sera l'individu. Fortifier les nations en renforçant le droit des multitudes, c'est nous affaiblir en tant qu'individus. Les efforts visant à fonder la paix sur le droit international agissent fatalement à rebours.

L'objet fondamental du droit des gens est toujours la souveraineté des Etats sur leurs territoires. C'est là qu'il faut chercher la cause des discordes. C'est cette souveraineté des Etats qui a fait que l'homme ait pu voir le monde arbitrairement rapetissé, au point d'y souffrir de faim et de froid.

Suivant le droit des gens, Dieu donna la terre non aux fils des hommes comme le veut la Bible, mais aux nations. Et quel abus les nations n'ont-elles pas fait de cette souveraineté, qu'on prétend insuffisante ? Voyez l'Amérique. Christophe Colomb a-t-il découvert l'Amérique pour les Yankees ? Certes non. C'est pour le genre humain, ou tout au moins pour ses compatriotes, qu'il découvrit ces terres. Or, les Américains en interdisent l'accès à ses compatriotes, sous prétexte qu'ils ne savent pas écrire ou qu'ils n'ont pas d'argent. Colomb avait-il donc tant d'argent, et ses hommes savaient-ils lire et écrire ? Les lépreux, les aveugles, les paralytiques, les vieillards, les tziganes sont refoulés aussi, au nom de la souveraineté américaine, au nom du droit des gens, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; en vertu de ces droits qu'on voudrait étendre et renforcer encore. L'Amérique aux Américains, que diable ! C'est qu'il y a la race, aussi. L'Amérique à la race américaine ! Les Américains refusent donc l'accès de leur pays à la branche du genre humain la plus importante, la plus ancienne et la plus nombreuse : les Mongols. Et ce, en vertu du droit des gens en vertu de la souveraineté nationale. C'est sur ce droit vicieux que l'on prétend fonder l'édifice de la paix ; c'est par ce droit qu'on veut conjurer le recours à la violence. Quand verra-t-on où cela peut conduire ? Le racisme des Américains pourrait finir par se tourner aussi contre les Européens. Où cette politique de racisme conduirait-elle l'Amérique si l'influence nègre devait finir par y prendre le dessus ?

Fidèles à leur slogan « L'Amérique aux Américains », ceux-ci érigent des barrières douanières autour de l'immense territoire offert par Colomb à l'humanité. Par leurs tarifs douaniers prohibitifs, ils chassent arbitrairement de leurs marchés les Européens. Aujourd'hui, c'est l'importation qu'ils visent à contrarier; demain, ce sera l'exportation. Si bien que les Européens doivent sans cesse tenir compte de l'éventualité où le monde viendrait à se rétrécir d'une surface égale au continent américain, ou tout au moins d'une surface égale à celle

des Etats-Unis. La population de l'Europe ne peut assister indifférente à la suppression d'une partie aussi vaste de la mappemonde ; ce serait en effet pour l'Europe un désastre économique aussi grand que si le nouveau continent avait disparu dans les flots.

Jusqu'ici les Européens ont toléré tout cela ; ils se contentent de traiter les autres peuples de la même manière. Comme les Américains, chaque peuple d'Europe, d'où qu'il soit venu et quel que soit le tyran qui l'ait réuni, parle de « son pays, sa propriété exclusive ». Il en dispose à sa guise, en vertu du droit de souveraineté garanti par le droit des gens. Les Australiens interdisent totalement aux Japonais l'accès de leur pays, quoique ce pays ne soit occupé que depuis peu et alors que les Japonais se demandent où ils enverront leur surcroît de population. Dans les régions polonaises de Prusse, les deniers publics servent à acheter des terres pour les louer à de non-Polonais. Tout cela s'appelle le droit des gens. « Les peuples affligés de surpopulation pourraient lire dans la Bible comment le Pharaon traitait les nouveaux-nés. Les Mongols pourraient noyer leurs enfants. » Ainsi s'exprime l'humanitarisme des Américains, des Prussiens et des Australiens.

Les Européens, les Mongols et les Africains ont toléré tout cela jusqu'ici. Mais combien de temps encore le supporteront-ils ? Les armements américains sont-ils dirigés uniquement contre les nations de l'Europe Centrale, et nul ne songe-t-il vraiment là-bas aux services qu'ils pourraient rendre un jour au racisme américain ?

Comment éviter la conflagration ? Il serait ridicule d'espérer qu'un simple traité basé sur les droits de souveraineté américains viderait le différend. Au contraire. Plus le droit des gens se basera sur les droits de souveraineté nationaux, plus la querelle s'envenimera et plus profondes seront les haines entre les peuples. Un jour le poing de fer du Mongol frappera à la porte d'or ; alors, au nom de ce même droit des gens que nous voulons aujourd'hui renforcer, la race blanche sera de nouveau rejetée dans l'Océan Atlantique.

Si l'on se place au point de vue des peuples et de leurs Etats, il est impossible de régler ce différend ; on ne peut mêler la politique raciale aux questions de frontières, ni aux problèmes territoriaux, ni aux lois nationales. Le racisme est une affaire qui ne regarde strictement que l'individu. Le seul peuple qui fasse du racisme avec une persévérance plusieurs fois millénaire, le peuple juif, est totalement dépourvu de territoire propre, et ignore toute souveraineté nationale. Pour supprimer les possibilités de guerre, nous devrons donc adopter un point de vue plus élevé, et partir de connaissances plus approfondies. De la masse des nations, nous devrons nous élever jusqu'à l'homme individuel. Ce sont les droits de l'être humain qu'il nous faut proclamer, et non les droits des Etats. Article premier : « Il a donné la terre aux fils des hommes. » Il ne l'a pas donnée aux Américains

ni aux Mongols, mais à l'humanité, aux hommes, à chacun d'eux, si ignorant soit-il. C'est l'un ou c'est l'autre : ou bien la terre appartient à tous les hommes, et alors il n'y a place pour aucune souveraineté nationale ; ou bien nous admettons le droit des nations, le droit des gens, avec toutes les conséquences qui en découlent ; c'est-à-dire avec la guerre, qui ne fait qu'un avec ce droit. Il n'y a pas de milieu.

Pour que leurs compatriotes ne se trouvent pas à l'étroit, un Moïse, un Attila, un Garibaldi regardent au delà des frontières ; s'ils découvrent du sol cultivé de façon moins serrée, ils y vont et terrassent ceux qui leur barrent la route au nom du droit des gens. A ce droit des gens, ils opposent le droit des hommes ; et dans ces guerres, l'humanité finira toujours par l'emporter sur les nations et leurs droits.

Mais examinons encore une fois cette souveraineté nationale fondée sur le droit des gens ; plaçons-nous à un autre point de vue : celui de la richesse du sol. Considérons par exemple la question des pétroles. Cela nous permettra peut-être de voir immédiatement que la paix basée sur le droit des gens n'autorise aucun espoir. Aussi longtemps que les Américains ne fermeront leurs frontières qu'aux plus déshérités, et que leur racisme ne nous dérangera pas directement, nous ne ressentirons pas assez cette injure à l'humanité pour nous en émouvoir. Nous nous disons : « Ceux que cela regarde, les Chinois, peuvent se révolter ; les aveugles, les paralytiques, les illettrés peuvent choisir un Garibaldi pour renverser la barrière des frontières américaines. Nous, cela ne nous regarde pas. » Mais lorsque nous apprendrons que l'Angleterre et l'Allemagne ont conclu un accord en vue de frapper la houille d'un droit d'exportation (1) ; lorsque ce droit viendra doubler ou tripler le prix des voyages et des transports maritimes ; lorsque dans les pays pauvres en houille, comme la Suisse, on passera l'hiver à claquer des dents, alors nous penserons aux Chinois, aux illettrés, aux vieillards ; et alors nous crierons avec eux : Est-ce permis ? Cela appartient-il au droit des gens ? N'est-ce pas là un abus de la souveraineté nationale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Est-ce là la fameuse liberté des mers ? A quoi sert le droit des gens, à quoi servent les traités de paix, si nous devons avoir faim et froid ? Il nous faut la liberté des mers ; mais sans la liberté du charbon, la liberté des mers n'est qu'un mot. Il faut revoir cette souveraineté de l'Angleterre et de l'Allemagne sur les richesses minières. Elle est à tous les hommes, cette houille, dont tous aujourd'hui, nous dépendons comme de l'air et du soleil. Voilà comment nous parlerons dès que nous aurons froid, dès que nous subirons personnellement les conséquences des souverainetés nationales et du droit des gens.

(1) La chose s'est réalisée depuis. La tonne de charbon de la Ruhr, que les Allemands paient 175 marks, coûte aux Suisses 190 francs suisses, donc le décuple (février 1921).

Il n'y a pas de droit des gens, pas de droit des masses, pas de souveraineté nationale qui tiennent, lorsqu'il s'agit du sol et de ses richesses. Le droit des gens ne peut concerner que des choses faites de main d'homme. Dès que l'on accorde au peuple des droits qui empiètent sur ceux de l'homme pris individuellement, c'est la guerre. Chaque homme a sur le sol, sur tout le globe terrestre, des droits inaliénables ; et toute restriction apportée à ce droit naturel et fondamental, signifie la guerre. C'est pourquoi, répétons-le, si l'on veut la paix des nations, il faut réaliser cette condition primordiale. La terre est à tout le monde ; et à bas le droit des masses, à bas la souveraineté des nations !

***

L'exemple du charbon pourrait suffire. Mais il n'y a pas seulement le charbon. Toutes les matières premières jouent un rôle plus ou moins important dans la vie des hommes. C'est ainsi, par exemple, qu'un droit d'exportation américain sur le coton aurait pour les filateurs et les tisserands allemands le même effet mortel qu'une taxe à l'exportation du charbon, pour l'industrie italienne, espagnole ou suisse. L'exemple du charbon nous a montré, d'une part, l'impossibilité de fonder sur le droit des gens une paix durable, d'autre part, l'action dominatrice de la terre et des richesses du sol sur les rapports entre nations. En empiétant sur le sol et ses richesses, le droit des masses, les souverainetés nationales et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont enlevé aux nations ce sentiment de sécurité sans lequel il n'est pas de jugement droit ; ils ont jeté le trouble dans la conscience des peuples. En vertu du droit des gens, un peuple peut se voir privé des indispensables sources de matières premières ; et c'est dans ce droit des gens qu'il faut voir la cause première de l'esprit de domination qui obsède les hommes d'Etat responsables, les chefs d'entreprises, et jusqu'aux dirigeants des mouvements ouvriers (1). Ils se disent : Nous devons tenir compte de ce que l'Empire britannique, les Etats-Unis, l'Europe centrale, pourraient un jour invoquer leurs droits de souveraineté pour nous priver de leurs énormes sources de matières premières (2). Seule une sphère d'hégémonie aussi large que possible pourra donc assurer à notre peuple la possibilité de se développer. Précisément, si les grandes nations modernes visent à l'hégémonie mondiale, c'est bien plus par des considérations de cet ordre que par simple désir de pillage, par âpreté au gain ou par soif de domination. Je suis convaincu que si l'on pouvait assurer d'une autre manière aux

(1) C'est ainsi que Lassalle, Liebknecht et Bebel ne sont pas foncièrement adversaires des douanes (Socialdemokratie und Zollpolitik. — M. Erzberger, Volksverein-Verlag, München-Gladbach 1908).

(2) Les Etats-Unis produisent 50 % du cuivre mondial, 40 % du fer, 45 % de la houille, 60 % du coton, 65 % du pétrole.

patrons et aux ouvriers anglais, allemands et américains, l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement de leurs produits, ils renonceraient volontiers au pillage des colonies, et d'une manière générale, à l'extension territoriale.

Les droits que les nations s'arrogent sur le sol et ses richesses, les droits de souveraineté nationale, ont forcément fait du globe terrestre une énorme pomme de discorde, dont chacun ne réclame pas simplement la plus grosse part, mais dont chacun revendique l'entièreté : il en a d'ailleurs absolument besoin. Pour veiller à ce que la pomme ne soit pas partagée dans un esprit de compréhension, de logique, de concorde et d'humanité, voici par surcroît le droit foncier sous la forme où il sévit dans tous les pays, voici l'esprit de violence, d'oppression, de mensonge et de tromperie, l'esprit qui caractérise toute nation où la propriété foncière privée entretient la lutte des classes. Les hommes qui ont grandi parmi des seigneurs et des serfs, entre l'opulence et le dénuement, apportent nécessairement dans les traités un esprit empoisonné, excluant *a priori* toute possibilité de concorde. Dans cet état d'esprit, chaque étincelle peut mettre le feu aux poudres. Pour s'en convaincre, il faut examiner l'idée qui préside à la fondation de tout Etat et à sa conservation.

Celui, dit Rousseau, qui a fiché en terre la première borne, en déclarant : ce sol est à moi, et qui a trouvé des sots pour le croire, celui-là a jeté les bases de l'Etat moderne [X].

Il voulait dire par là que l'institution de la propriété foncière privée imprègne l'esprit des Etats ; la rente foncière, qui date de la plantation des bornes, est l'âme même de l'Etat. L'Etat grimpe sur la borne comme le haricot sur sa rame et comme le lierre sur la maçonnerie. Si la rame est courbe, la plante s'incurve. Arrachez la perche et le sarment tombera. Si le droit foncier est sain, la vie nationale sera saine. Si ce droit découle de la force, l'Etat ne pourra se maintenir que par la force. Voilà ce que voulait dire Rousseau.

A quel point la borne symbolise l'esprit de violence, d'exploitation, d'iniquité, on le voit immédiatement, lorsqu'on se demande comment cette borne peut être protégée contre les assauts des masses populaires qu'elle est venue déposséder. Il est clair qu'à cette fin, la force brutale ne suffit pas. La force brutale est précisément celle des masses ; c'est l'apanage des déshérités. Non, pour protéger la borne de la propriété, on emploie de plus grands moyens : le battage, les pleins pouvoirs, le droit érigé en culte ; *et pour coordonner tout cela, on édifie l'Etat tel qu'il est aujourd'hui.* Pour asseoir l'Etat et ses mythes juridiques, la propriété foncière s'appuie sur la formation scolaire et religieuse de la jeunesse ; on s'inspire du principe : ce qui doit servir de crochet, il faut le courber de temps à autre. Le propriétaire foncier décide de ce qu'il faut enseigner, de ce qu'il faut supprimer, de ce qu'il faut taire. Les hommes d'Etat clairvoyants ont toujours considéré

le contrôle de l'école et de l'église comme leur mission la plus importante. Professeurs, ecclésiastiques, historiens, prêtent serment sur la borne de la propriété. L'insoumis mourra de faim, à moins qu'il ne se fasse rouer, brûler vif ou envoyer en Sibérie. Et voilà comment la borne a résisté à tous les assauts, même à celui de la grande Révolution française, et pourquoi elle est toujours debout. C'est un chef-d'œuvre pyramidal. Comment se peut-il que certaines gens vendent et achètent comme une vulgaire marchandise, cette terre dont l'humanité dépend comme de l'air et de l'eau ? C'est ahurissant. Comment celui qui ne possède rien peut-il tolérer pendant vingt-quatre heures une prétention aussi inouïe, une arrogance qui fait de lui un déraciné, un dégradé ?

Cet état de choses n'a pas été réalisé par des voies honnêtes. La vérité a été fardée par l'administration, par l'école et par l'Eglise. Abusant des sentiments religieux, on n'a cessé de répéter à l'enfant du pauvre : « Rendez à César ce qui appartient à César ». On le lui a tellement seriné qu'il s'en est fait une conviction superstitieuse. La borne est une idole ; de loin le peuple se prosterne devant elle. C'est la seule façon d'expliquer comment il se fait qu'elle ait pu résister à ses ennemis. Ni à l'église, ni à l'école, la grande masse n'aurait pu apprendre à renverser la borne, à violer le sacrement.

C'est un fait que l'on ne peut négliger. Il est de la plus grande importance pour qui veut pénétrer l'esprit qui guide aujourd'hui les Etats. Que peut-il advenir d'un peuple, lorsqu'à partir du sommet, on abuse des sentiments les plus sacrés, lorsqu'on prostitue à la violence, la religion, l'art, la science et le penchant du peuple à se solidariser ? Que peut-il advenir d'un enfant à qui l'on dit : « Il a donné la terre aux fils des hommes ; mais ton père, quoique le meilleur des hommes, est exclu ; et c'est très bien ainsi ; tel est le droit intangible et sacré ». Je crois qu'une telle absurdité, aucun enfant ne peut la supporter. Devant un tel blasphème, le sens de la justice sociale doit subir une commotion d'autant plus destructrice que cette faculté était plus développée chez l'enfant. Du moment que l'on déclare à l'enfant que son père n'a aucun droit à la terre, qu'il est un misérable, un prolétaire, cet enfant a l'esprit brisé. Le juste et l'injuste, il ne les distinguera plus jamais clairement l'un de l'autre. Le mal est fait.

Et c'est d'hommes élevés de cette façon, que nous attendons qu'ils partagent avec calme et raison toutes les pommes de discorde que la souveraineté populaire jette quotidiennement sur la table des délibérations politiques. Pour croire une telle chose possible, il faut vraiment être aveuglé par l'amour de la paix. En plus de cela il convient de ne pas oublier les autres effets du droit foncier : l'excitation générale qui règne dans les nations divisées en classes ; les luttes politiques, dont les participants immédiats reconnaissent qu'elles corrompent les caractères ; les conflits salariaux, les grèves, les échauffourées avec la police. Tout cela finira bien par nous convaincre qu'aussi longtemps

que ce droit foncier ne sera pas aboli, l'esprit pacifique à larges vues, le vrai pacifisme indispensable dans les négociations internationales, ne peut naître dans aucune nation.

Je pourrais me résumer ainsi : Jusqu'à ce jour, la souveraineté exercée par ce qu'on appelle les nations, les masses, les Etats, sur le sol et ses richesses, voilà pour la guerre, la poudre ; et pour y mettre le feu, il y a l'esprit corrompu qu'a toujours semé et que sèmera toujours davantage la propriété foncière privée, avec son corollaire : la division des classes. La paix et la propriété foncière, tant privée que nationale, sont incompatibles. Inutile de parler de la paix aussi longtemps que ne seront pas bannies de la terre les dernières traces de cette institution barbare.

***

Plus d'une belle conception a échoué devant les complications qu'entraînait sa réalisation. Rude est le choc des réalités. Pour l'idée du sol franc, il n'y a rien de semblable à craindre. Ici la mise en pratique est d'une simplicité exemplaire ; elle se borne aux deux mesures que voici :

Première mesure. — *Dans tous les Etats qui se joignent à la grande ligue pour la paix, la propriété foncière privée est abolie. Le sol est désormais la propriété du peuple, et est concédé à l'entreprise privée par voie d'adjudication.*

Deuxième mesure. — *A ces adjudications peut prendre part chaque être humain où qu'il soit né, quelque langue qu'il parle, quels que soient ses défauts moraux et physiques, ses tares et ses infirmités ; bref, tout être à face humaine.*

Le produit des fermages est partagé intégralement et proportionnellement entre les femmes et les enfants, sans qu'aucune distinction non plus ne soit faite en raison de l'origine des femmes et des enfants.

Ces deux conditions du sol franc sont aussi les conditions de la paix mondiale. Et quelle paix ! Elle ne tend pas à extirper sournoisement les nobles tendances impérialistes ; elle ne les taxe pas de prostitution et de barbarie ; au contraire, elle les satisfait. L'idéal de tout homme sain, de tout homme droit, devient réalité.

La première mesure atteint la division des classes à sa source même. Voilà expiée la faute, voilà payée la dette, qui devaient engendrer sans cesse le mal. Désormais, la paix règne au foyer, dans le commune, dans le pays. Nul ne peut plus tirer profit de la création de l'Etat, exploiter le culte de cette divinité des temps nouveaux. Nul ne cherche plus à confier à cette machine sans âme la tutelle de la science, de la religion, de l'enseignement. L'organisme de l'Etat ne croît plus de lui-même, n'étend plus chaque jour de nouveau tentacule pour la chasse au dernier homme libre. L'instinct de conservation qui

agitait le monstre est extirpé. Personne ne parle plus d'idéal national, d'aspirations nationales, de conscience nationale, ni de l'Etat-dieu. Le lierre, avide d'envahir les sommets, se réduit, dès qu'on le prive de support, à un tas de verdure insignifiant ; ainsi le dieu qui menace de devenir le Moloch appelé socialisme d'Etat (1) deviendra-t-il l'humble serviteur qui balaie les rues, transmet les lettres, entretient les chemins de fer, dépiste les causes d'épidémies ; le veilleur de nuit auquel nous pourrons même confier nos bottes à cirer, si, bien entendu, c'est mieux et moins cher qu'ailleurs. Finis les sots discours sur la mission de l'Etat. L'idéal humain se concentre désormais là seul où l'attend son salut : dans le cœur d'un chacun.

Cette première mesure fait tomber d'elle-même les revendications agrariennes et leurs conséquences : l'érection de barrières douanières et la politique d'autarchie. (Les difficultés d'ordre financier sont vaincues par l'adoption de la monnaie franche.)

Cette première mesure conduit d'elle-même au libre échange. Les problèmes de l'Alsace, de la Serbie, de la Pologne, du Maroc, de Gibraltar, de l'Irlande, etc., cessent d'exister, faute d'objet. Plus de gardes-frontières. Entendez par gardes-frontières non les humbles préposés qui, par tous les temps, veillaient à ce qu'aucune marchandise bon marché et de bonne qualité n'entrât dans le pays, mais les gens qui tiraient des avantages pécuniaires immédiats de la moindre aggravation du morcellement politique ou économique. Pour faire la paix, plus besoin de modifier les frontières. Les poteaux resteront où ils sont, pour commémorer paisiblement les dissensions et les guerres. Ils n'auront plus alors d'autre signification que les bornes limitant les différents Etats de l'Allemagne ; ils concerneront l'administration, qui sera d'ailleurs considérablement simplifiée par le sol franc. Cette première mesure rend, peut-on dire, inefficaces les frontières artificielles ; resteront les frontières naturelles, celles des langues, des races, des montagnes et des eaux, dont on n'a jamais prétendu qu'elles eussent provoqué la guerre. Les seules frontières encore perceptibles seront les frontières législatives, qui tendent à s'éliminer d'elles-mêmes devant les progrès de l'isonomie. Chaque jour en effet, les lois des divers pays se ressemblent davantage ; elles franchissent les frontières et se confondent. Les pays dont les lois se ressemblent n'ont plus entre eux de frontières juridiques ; ce sont comme des gouttes d'eau venant à s'unir. Combien d'Etats n'ont pas copié les uns des autres leur constitution et leurs lois ? Et cette imitation ne fera que se propager (2).

(1) V. Walter Rathenau : *Die neue Wirtschaft*, G. Fischer Verlag, Berlin.

(2) Pour reconquérir les provinces perdues, pour conquérir le monde entier, l'Allemagne n'a besoin que de créer chez elle un état de choses exemplaire, en résolvant le problème social. Tout pays qui copiera les lois allemandes s'annexera du fait même au Reich.

En proclamant le sol franc, les frontières reculeront à perte de vue. Pourquoi dès lors en déplacer les poteaux ?

La deuxième mesure supprime toutes les causes de discorde dues à la souveraineté qu'exerçaient les Etats sur les richesses naturelles (monopoles de la houille, des pétroles, de la soude, du coton, etc.). Il est non seulement captivant, mais amusant de suivre les effets que la seconde mesure exerce sur ces causes de discorde, et de voir comme *les problèmes les plus compliqués se résolvent grâce uniquement à cette disposition.* Ce n'est pas le moment d'énumérer, ne fût-ce que rapidement, les conséquences multiples et bouleversantes de cette seconde mesure pour les rapports internationaux. Ce champ d'investigation est d'une étendue prodigieuse. Ici tout change de fond en comble ; non pas sur le tapis vert des conférences internationales, mais tout naturellement.

Qu'il suffise de rappeler que si un pays tentait d'utiliser ses richesses naturelles pour exploiter ses voisins, par exemple en établissant un monopole de la soude ou du coton, le châtiment ne se ferait pas attendre. Les profits à partager attireraient dans le pays tous les paresseux du monde. Vagabonds et tziganes se rendraient dans le pays dont les richesses naturelles sont livrées à l'étranger moyennant paiement d'une rente. Désormais, seuls les Tziganes seraient intéressés à voir monter le prix de la soude, de la houille et du coton, et se plongeraient avec un intérêt passionné dans la lecture des feuilles boursières. *Pourvu qu'on abolisse les monopoles! Tel serait le vœu général du pays envahi. Pourvu qu'on ne spécule pas sur nos richesses naturelles. Assez de vagabonds, assez de vermine! Ce n'est pas là ce que nous voulions ravir à l'étranger. Mais comme dans les pays étrangers la même tendance se remarquerait pour d'autres produits, il est évident que les richesses naturelles ne pourraient désormais provoquer aucun conflit. La liberté totale de se déplacer, instaurée par les mesures* 1 *et* 2, *fait automatiquement des richesses naturelles un domaine universel. Elle paralyse les forces qui poussent actuellement à l'exploitation usuraire de ces biens.*

Il serait d'ailleurs faux de croire que le sol franc serait envahi de toutes sortes d'indésirables.

A voir les millions d'hommes qui émigrent et immigrent sans cesse en quête de travail, on serait tenté de craindre que l'instauration du sol franc ne tende à aggraver ces migrations. Au contraire. Ce n'est vraiment ni le goût ni l'instinct qui poussent l'émigrant à quitter famille, amis, maison et clocher pour aller en Pensylvanie, au fond des mines de charbon. La cause, c'est la dure nécessité. On le voit bien au nombre des émigrés italiens qui s'en retournent au pays. La misère les en avait chassés, la nostalgie les y ramène. Cette misère le sol franc la supprimera. Alors, des régions surpeuplées, l'excédent émigrera vers les pays offrant de la place. Et l'on passera, non par la force des armes, mais avec la charrue, les bœufs et les troupeaux ; non

plus pour payer l'aubaine à de rapaces spéculateurs fonciers, mais pour vivre en citoyens libres et égaux dans la patrie d'élection. Le sol franc, c'est la grande soupape de sécurité. Grâce à lui, le genre humain se répartira librement et sans heurt sur la terre.

Le sol franc recèle un monde tout différent du monde entièrement corrompu par le droit foncier actuel, avec ses souverainetés privées et nationales. Le sol franc signifie le renversement de toutes les notions actuelles. En matière politique, comme en matière économique, il ne se trouve guère de doctrine qui ne soit renversée par le sol franc. Il ne laisse rien intact.

Remarquons pour terminer que l'instauration du sol franc par une nation isolée n'est pas subordonnée à la conclusion d'une convention internationale. En proclamant la franchise du sol, la nation qui donnerait cet exemple acquerrait, grâce à la suppression de ses dissensions intestines et de ses luttes politiques stériles, un tel surcroît de vigueur, qu'elle attirerait sur elle l'attention du monde entier et forcerait l'admiration. Comme tout ce qui est vrai et bon, le sol franc conquerra le monde pacifiquement.

L'or et la paix ?

Discours prononcé à Berne le 28 avril 1916

Honneur à Lycurgue, qui bannit l'or,
cause de tous les crimes.
PYTHAGORE.

La *paix sociale* est la condition de cet esprit sans lequel il n'est pas de *paix internationale* durable. Or, la paix sociale d'une part, et d'autre part les privilèges, l'intérêt, les revenus ne provenant pas de travail, en un mot : la rente, sont incompatibles. La rente et l'intérêt, c'est-à-dire le soi-disant droit au fruit du travail d'*autrui*, devront, si nous voulons jouir de la paix sociale et par là, de la paix entre nations, être sacrifiés jusque dans leurs dernières traces.

La paix internationale n'est pas si bon marché à acquérir que s'obstinent à le croire tant de pacifistes, qui font miroiter à nos yeux les économies à réaliser sur les armements. Hélas ! le budget de la guerre n'est que bagatelle à côté de ce que coûteraient les préparatifs de la paix. Une bagatelle dont il ne vaut pas la peine de parler dans une affaire de si grande importance. En Allemagne, le budget de la guerre atteignait, en temps de paix, un milliard ; le budget de la paix, lui, coûterait chaque année vingt milliards à la rente foncière et aux intérêts des capitaux. Le vingtuple.

Un traité de paix couché sur le papier coûte moins cher. D'accord. Mais à quoi servent les traités de ce genre ? Les traités avec la Belgique et l'Italie étaient, eux aussi, en papier. Ils l'ont prouvé. Les traités ne sont valables qu'aussi longtemps que les deux contractants les observent ; c'est-à-dire aussi longtemps qu'ils sont superflus. Si les circonstances viennent à rendre le traité désavantageux à l'une des parties, ce n'est plus qu'un chiffon de papier. Toute l'indigence des traités en papier apparaît dès qu'on prétend fonder sur eux la paix sociale. Demandez donc aux dirigeants des mouvements ouvriers s'ils hésiteraient à violer la constitution. Pourtant il faudrait une constitution capable d'assurer la paix durable entre citoyens. La justice envers tous, la suppression totale des revenus ne provenant pas de travail, voilà la constitution inviolable et sans paperasses.

Supposons un instant qu'un système d'alliances et de traités, de désarmement et d'arbitrage, enchaîne les peuples les uns aux autres, au point de rendre toute guerre impossible. L'hypothèse n'a rien d'in-

vraisemblable. On se demande alors ce qui remplacera la guerre, cette soupape longuement éprouvée, qui garantissait contre l'explosion de la guerre civile dans tel ou tel pays, ou de la guerre civile mondiale. Celle-ci, les milieux bourgeois en ont parfois connu l'annonce : la menace de grève générale, qui ne fut pas mise à exécution, faute de préparatifs suffisants. Les choses évoluent selon les lois qui leur sont inhérentes ; leur développement ne souffre pas d'interruption, et, en temps de paix, elles évoluent rapidement ; furieusement vite pour ceux qui doivent en faire les frais. Si la paix avait régné vingt ou trente ans de plus, l'association internationale des travailleurs aurait été prête à se livrer à la démolition. La guerre civile mondiale, tout comme la tuerie actuelle, aurait embrasé le monde entier et se serait poursuivie dans chaque ville et dans chaque village jusqu'à l'écrasement de l'adversaire. Mais la guerre civile mondiale doit inévitablement allumer de nouvelles guerres entre nations. Voici comment : Les pays où le prolétariat a « réussi à renverser le capitalisme » pour instaurer le régime économique communiste, ne tardent pas à être éclipsés, à cause des défauts inhérents à la nature même de ce régime, et sont incapables de résister aux nations qui ont réussi à réprimer l'insurrection et à maintenir « l'ordre » capitaliste !

Car pour sauver leurs privilèges, les classes régnantes n'hésitent devant aucun moyen de répression, même sanglant. Il faudrait être d'un optimisme aveugle pour en douter.

Dans ces conditions, on se demande à quoi servent tant d'efforts pour établir la paix entre les nations. Est-il sensé de prétendre édifier la paix internationale sans s'occuper de la base : la paix sociale ? N'est-ce point là bâtir sur le sable ? Réparer le toit d'un édifice dont les fondations seraient minées ? Les choses sont telles, que la paix entre nations serait tout bonnement l'obturation de la soupape de sûreté de l'ordre social qui règne actuellement dans le monde entier. La paix ne ferait que raccourcir le délai de l'incendie universel.

Ne vaudrait-il pas mieux et ne serait-il pas plus humain de laisser fonctionner comme jusqu'ici la soupape de sûreté du capitalisme jusqu'à ce que nous ayons découvert les bases de la véritable paix entre citoyens et scellé le contrat social dont nous puissions dire : « Il durera » ? Ce que nous ferons après cette guerre mondiale, nous le savons. Cette guerre finira d'une façon ou d'une autre. Au milieu des ruines, nous panserons nos plaies tant bien que mal. Mais nous travaillerons sur la base d'un ordre économique techniquement éprouvé, et nous vivrons en conséquence. Par contre, ce qui doit advenir après une *guerre civile mondiale*, ceux qui la préparent ne se cassent pas la tête à se le demander. Il adviendrait ce qui est toujours advenu en ce cas : la ruine totale.

Cet exposé a pour but d'attirer l'attention des esprits pacifiques sur le rapport unissant la paix sociale et la paix internationale.

Cet exposé vise aussi à dénoncer l'*or* comme le *grand fauteur de troubles, l'éternel ennemi du genre humain*, la cause de la division du peuple en classes et le brandon de la guerre.

***

Il existe dans chaque pays un parti de la guerre. Il groupe les gens que leurs observations, leurs recherches, ou quelque théorie personnelle ou étrangère, ont conduits à croire que la paix sociale et internationale est une utopie. Celui qui ne peut croire à la paix croit nécessairement à la guerre, et vit pour elle ; s'il n'est pas membre effectif du parti militariste, on peut le compter parmi ses sympathisants ; il n'est pas du tout nécessaire qu'il désire la guerre et se réjouisse de la voir éclater ; il suffit qu'il la considère comme inévitable ; le reste vient tout naturellement. Les choses se passent exactement comme dans l'antiquité, lorsque les augures annonçaient un malheur. Les mesures que l'on prenait suffisaient à rendre la catastrophe inévitable. Au moyen âge, lorsqu'on présagea la fin du monde pour l'automne suivant, la fin du monde advint en effet pour de vastes étendues, où l'*on avait jugé désormais inutile de cultiver les champs*. Il en est de même aujourd'hui des crises économiques ; l'idée qu'une crise économique va se produire suffit pour empêcher l'industriel de mettre à exécution ses projets et pour lui faire renvoyer son personnel. La crainte d'une crise devient la cause même de la crise. De même la crainte générale d'une guerre coïncide avec le déclenchement des hostilités.

C'est pourquoi nous répétons : celui qui ne peut croire à la paix soutient le parti de la guerre, et compte pour un de ses membres. Il catéchise et confirme les hésitants.

On peut classer les partisans de la guerre en quatre groupes, selon que la guerre leur apparaît comme étant :

1° un châtiment divin ;

2° une initiative de l'ambition humaine ;

3° un moyen naturel de sélection biologique ;

4° un remède contre les crises économiques.

Si le hasard veut que de part et d'autre de la frontière les opinions s'accordent sur le moment où la guerre doit éclater, les quatre groupes militaristes susdits formeront, dans chaque pays, une force suffisante pour déchaîner la guerre. Il ne faut pas nécessairement que les représentants de ces quatre groupes soient des chauvins. Il se peut même qu'ils ne rêvent que de calme et de concorde. Mais ils favorisent la guerre, parce qu'ils sont *incapables* de croire à la paix.

Il faut renoncer à examiner ici une par une ces théories et ces

croyances, pour en montrer l'inanité. Contentons-nous de nous occuper du groupe 4, qui considère la guerre comme le remède universel des misères économiques. Ce groupe est de loin le plus répandu des quatre, et de loin le plus influent. Le combattre et le détruire est une œuvre d'autant plus méritoire, que sans l'appui de ce quatrième groupe les autres seraient condamnés à l'impuissance. La lutte contre le quatrième groupe et son évincement revêtent d'autant plus de signification pour l'édification de la paix que les trois autres groupes dépendent beaucoup du groupe 4 pour leur propagande idéologique. Donc, si l'on réussit à désarmer le groupe 4 et à l'abattre, on affaiblira en même temps tous les autres.

Pour mieux faire comprendre ce qui précède nous ajouterons ceci : la croyance à la perversité du monde, base idéologique des groupes 1 et 2, inspire une conception pessimiste de la vie ; et l'on sait à quel point certaines circonstances extérieures peuvent renforcer ces conceptions chez bien des gens. Quand les affaires vont mal, lorsque les dividendes font défaut, quand l'ouvrier cherche vainement du travail, lorsque, penché sur son grand livre, le commerçant médite sur la façon dont il se procurera l'argent pour payer la traite échue, alors le pessimisme fête la moisson. Alors on parle de la vallée de larmes ; les couvents se remplissent ; et la guerre devient nécessaire pour l'amendement de l'humanité pécheresse. Tout ce que le pauvre peuple fait en des temps comme ceux-là semble péché et souillure ; de même que, par temps sombre tout paraît malpropre.

En somme, on retrouve ici les gens du groupe 4, mais avec un fond religieux en plus. S'ils tombent dans le pessimisme, c'est à cause des circonstances économiques mauvaises ; les obscures convictions religieuses que leur inspirent les temps néfastes viennent et passent généralement avec ceux-ci. Pour les détourner de leur pessimisme, il suffit habituellement que leurs affaires s'améliorent. Quand les conditions économiques sont bonnes ; quand les fils trouvent une situation leur permettant de fonder un foyer ; quand les filles à marier partent comme de petits pains, allez donc leur parler de la vallée de larmes et de la nécessité d'une guerre pour purifier l'humanité déchue. Ils vous riront au nez.

Il en est de même pour bien des gens du groupe 3, qui considèrent la guerre comme un moyen de sélection biologique propre à retremper la race. Les crises économiques de longue durée, les misères sans fin ressemblent, dans leurs effets, à la dégénération. Le chômage, la mauvaise nourriture, le mauvais habillement, le manque d'hygiène, de mauvaises habitations, un mauvais état d'esprit, usent les hommes. Nul n'y résiste. Quand la misère perdure, comme ce fut le cas de 1873 à 1890, les experts peuvent mesurer scientifiquement la dégénérescence, à l'aide de techniques diverses, et en traduire le mouvement par les statistiques criminologiques.

Les bellicistes de l'école biologique tirent de puissants arguments des misères économiques.

Il importe peu que leurs conclusions soient fausses et qu'en réalité la guerre engendre exactement le contraire de ce qu'en attendent ses partisans des groupes 1, 2 et 3. Il suffit qu'ils y croient. Dès que l'on se laisse mener dans ses actes et dans ses paroles, par une théorie, qu'importe pratiquement que ces idées viennent de sages ou de fous. Si l'on vous lance une pierre à la tête, c'est une piètre consolation de savoir qu'il y a erreur.

Si nous réussissons à découvrir la cause des difficultés et des misères économiques, non seulement nous dissoudrons le groupe le plus important du parti de la guerre, mais nous réduirons aussi à l'impuissance les trois autres clans.

D'où vient réellement la misère, et à quoi faut-il attribuer les inconvénients de notre régime économique ? C'est à ce problème que nous nous consacrerons ici.

D'anciennes traditions (1), parlent d'un fabuleux âge d'or. Don Quichotte de la Manche décrit cette époque comme un temps où l'on ne distinguait pas le « mien » du « tien ». Pour lui l'âge d'or était celui du communisme. Il ajoute que cet eldorado s'appelait ainsi, non parce qu'on pouvait s'y procurer plus aisément l'or « tant apprécié en ce siècle de fer », mais parce que les richesses naturelles se trouvaient à la disposition de tous les hommes.

Je tiens pour fausse la thèse du sympathique philosophe, et vois, au contraire, un rapport direct entre l'âge d'or et l'introduction de l'or comme moyen d'échange. L'or fut le premier moyen d'échange qui répondit aux besoins du commerce et de la spécialisation (ou division du travail).

L'introduction de cette monnaie permit à la spécialisation de progresser plus librement. Les échanges devinrent plus sûrs, plus rapides et meilleur marché qu'à l'aide des moyens de paiement utilisés antérieurement. Pour expliquer la légende de l'âge d'or, que faut-il de plus que le progrès réalisé dans la division du travail, c'est-à-dire dans la *spécialisation*, grâce à l'adoption d'une meilleure monnaie ? Seule la spécialisation, en effet, possède les forces génératrices de progrès auxquelles l'humanité doit de s'être élevée au-dessus de la condition animale. Aussi longtemps que la spécialisation ne put se développer, faute d'instrument monétaire pratique, les hommes dépendirent de ce qu'ils pouvaient faire de leurs propres mains, avec les matières trouvées dans leur voisinage immédiat. La vie, dans ces conditions, était misérable et bestiale. La faim régnait toujours, comme chez les animaux de proie du désert. On peut se faire une idée

(1) Il m'eût été facile d'emprunter aux circonstances antérieures à la déclaration de guerre les arguments de cet exposé. J'ai préféré, pour des raisons faciles à comprendre, m'en référer à l'antiquité, que nous jugeons tous avec plus d'impartialité.

de cette misère en imaginant ce qui se serait passé pendant la guerre actuelle si, dès le début, la banque nationale n'avait remplacé par de la monnaie de papier la monnaie métallique que les citoyens s'étaient hâtés d'enfouir. Quelle misère aurait régné partout ! L'Europe sans numéraire pendant trois ans, c'eût été la mort de la moitié de la population. Le reste serait vite retombé à l'âge des cités lacustres ; car tel est à peu près le niveau accessible aux civilisations où les échanges s'opèrent sans l'aide de la monnaie.

Qu'on se représente l'introduction de la monnaie comme moyen d'échange, ouvrant aux habitants des cités lacustres la voie de la spécialisation. Désormais, chacun d'eux peut s'outiller pour un domaine technique particulier, et acquérir la dextérité que confère tout naturellement la spécialisation. Que de pierres, de filets, d'hameçons chacun peut produire en plus à temps égal, et combien meilleurs sont ces outils ! Le rendement individuel se centuple, de même que le bien-être général. Combien ont, pour la première fois, le loisir de méditer et de nourrir des projets plus hauts, plus graves et plus vastes. Pouvant échanger leurs produits contre les séduisantes marchandises que le commerce amène des pays lointains, comment ces hommes n'apprécieraient-ils pas la culture qui se lève ? Et plus tard en parlant à leurs petits-enfants de cette époque héroïque, comment ne pas l'appeler l'*âge d'or*, en souvenir du fait que ce fut l'or qui les tira de la barbarie et leur ouvrit la voie de la spécialisation, du progrès industriel, du bien-être et de la civilisation ? Dès lors, les mots « âge d'or » ne doivent plus s'entendre au sens figuré, mais au sens propre. L'or a réellement créé l'âge d'or.

Pourtant, se dira plus d'un, c'est impossible. L'or, le plus inerte de tous les métaux, l'image de la mort, ne peut en aucune façon avoir influencé le destin de l'humanité. A quel point l'or est dépourvu de vie, nul ne le dira mieux que les apôtres de l'étalon-or. Que n'a-t-on pas dit à la louange de l'or ! Une énumération pratiquement interminable de négations. L'or, dit la litanie, ne rouille pas, n'a pas d'odeur, ne gratte pas, ne se brise pas, ne se gâte pas, ne fermente pas, ne possède que très peu de propriétés chimiques ; il n'est pas dur, il n'est pas mou, il ne jonche pas les rues, on ne le trouve qu'en de rares endroits, il est très peu utilisable pour l'outillage, et sa rareté fait qu'il n'est accessible qu'à très peu de gens, et en petite quantité. Bref, en face de tant de vertus propres à d'autres substances, l'or apparaît tristement déshérité. Il se distingue par des propriétés négatives ! Devant ces négations, oserions-nous considérer l'or comme ayant engendré l'âge d'or, c'est-à-dire un phénomène économique d'une portée immense ?

Cette question est pertinente et mérite une réponse. Car le fait est certain. De toutes les substances de la terre, l'or est celle qui offre le moins d'applications industrielles. Entre tous les métaux, l'or est

le métal mort. Mais c'est précisément là le propre de la monnaie. L'or convenait donc mieux que toute autre substance pour jouer le rôle de monnaie. Comme l'or n'offre guère de propriétés notables, il possède précisément la propriété absolument indispensable pour remplir la fonction de monnaie : il jouit de l'indifférence générale. Pour la monnaie, plus ses propriétés physiques sont négatives, mieux elle pourra remplir ses fonctions de moyen d'échange.

On vend une vache, et l'on touche de l'argent. Pour l'argent, le temps de le compter et il disparaît dans la poche. Mais voyons l'homme qui ramène chez lui la vache. Se contente-t-il de jeter sur elle un bref regard ? Il l'examine, il la palpe, il l'observe. Chaque jour il lui trouve de nouvelles particularités ; certaines, à le faire s'exclamer de joie ; puis d'autres, à le faire mourir de désespoir. Si les propriétés matérielles de l'argent ne nous étaient pas si totalement indifférentes, s'il nous fallait examiner chaque pièce de monnaie comme on examine une vache ou un livre, pour compter cent francs il faudrait toute la journée, sans être sûr encore de la quantité ni de l'origine. Mais la matière dont sont faites les monnaies nous laisse complètement indifférents. C'est uniquement pour cela que les vieilles pièces circulent avec les neuves, et que les pièces d'or rouges passent avec les jaunes. Telle est notre indifférence à cet égard, que sur mille personnes, il n'en est guère une qui puisse dire à quel poids d'or correspond un franc. On voit combien les peuples de ces temps barbares purent s'estimer heureux lorsque la Providence leur désigna une substance dépourvue de propriétés au point de laisser tout le monde indifférent, substance pouvant circuler sans obstacle de main en main, et dont la quantité pût se déterminer nettement, et au besoin juridiquement.

En ces temps reculés, il ne pouvait être question que d'un produit naturel pour fabriquer la monnaie. Les conditions nécessaires à la production d'une monnaie technique comme la monnaie en papier par exemple, ne devaient se réaliser qu'ultérieurement grâce à la spécialisation. Pour passer de l'état de barbarie au niveau de la spécialisation, l'or était la seule monnaie possible.

L'avènement de l'or dans les échanges internationaux fut le signal de la ruée vers l'or ; ce qui semble en contradiction avec notre assertion selon laquelle l'or laisse les gens indifférents. La contradiction n'est qu'apparente. Les Morgan, les Rockfeller et autres usuriers, qui ne cessent de faire la chasse à l'or, ont pour ce métal encore plus d'indifférence que qui que ce soit. Ces gens visent dans l'or le moyen général d'échange. L'or leur livre la puissance à laquelle ils aspirent. Si l'or n'était pas en même temps le moyen monétaire, le monopole de l'or aurait encore moins d'effet que le monopole du métal argent, qui ne représenterait plus grand'chose aujourd'hui. Mais avec le monopole de l'or, Morgan a, une fois déjà, plongé dans le désespoir 80 millions d'Américains noirs, blancs et rouges. La ruée vers l'or

n'est donc en réalité que la ruée vers le moyen monétaire, vers l'argent. Et cette ruée sera toujours la même, que l'outil des échanges soit en or, en cuivre, ou en papier. C'est pourquoi il ne faut pas prendre à la lettre l'exclamation de Gœthe : « Nach Golde drängt, am Golde hängt doch alles — Ach wir Armen ! » (Tout tend vers l'or ; tout en dépend. Les pauvres que nous sommes !) Il y eut des époques où les monnaies étaient en métal argent. L'argent était d'argent (d'où l'homonymie). Judas vendit son maître pour trente pièces d'argent. Depuis que ce métal est démonétisé, plus personne ne s'en occupe.

L'or devenu moyen d'échange permit aux hommes primitifs d'adopter la spécialisation. C'était un guide qui les conduisit des ténèbres des cavernes vers la lumière des sommets. Mais c'était un guide médiocre ; donc d'autant plus dangereux qu'il les conduisaitplus haut.

Ce qui, pour bien des esprits, demeure une énigme, c'est la rapidité fabuleuse avec laquelle l'antiquité a atteint les plus hauts sommets de la civilisation. On s'étonne de ce que les Grecs, les Romains, et avant eux d'autres civilisation, sont réalisé en un laps de temps d'une brièveté déconcertante. La clé de l'énigme, c'est l'or, ou plus exactement la *monnaie*, avec la spécialisation qu'elle rendit possible. Jamais cette force génératrice de progrès ne sera suffisamment appréciée ; jamais elle ne pourra être surestimée. La rapidité étonnante du progrès de ces peuples est la meilleure mesure de l'importance de la monnaie. L'invention des chemins de fer n'est rien à côté de ce que la monnaie donna à l'humanité : la division du travail, la spécialisation. La monnaie constitue les fondations de la civilisation ; c'est la base sur laquelle s'édifie tout le reste. L'importance primordiale de la monnaie nous donne une idée de ce que signifierait son écroulement. Ce serait aussi l'effondrement de tout ce qui a été bâti sur elle. Et de fait, les civilisations antiques disparurent lorsque la monnaie, en l'occurrence l'or, vint à disparaître. *L'or tira l'humanité de la barbarie ; et en disparaissant, il la fit retomber dans la barbarie.*

L'or, en effet, il faut le *trouver*. « Trouver », tel est le seul moyen de se procurer de l'or pour les besoins monétaires. Si l'on trouve de l'or, il y a du numéraire ; si l'on n'en trouve pas, il n'y a pas de numéraire. Du temps des Babyloniens, des Grecs et des Romains, on dépendait des découvertes d'or autant qu'aujourd'hui. Tout comme nous aujourd'hui, les Babyloniens, au lieu de *faire* la monnaie, la *cherchaient*. Ni les besoins des échanges, ni l'impératif de la spécialisation et de la culture ne fournissaient aux Babyloniens, aux Grecs et aux Romains la mesure pour la production de la monnaie ; seul le hasard aveugle en décidait. S'ils trouvaient de l'or en abondance, les Babyloniens produisaient beaucoup de monnaie, tout comme on bat monnaie en grande quantité à Londres, à Berne ou à Berlin, quand on trouve beaucoup d'or dans l'Alaska. Ne trouve-t-on que peu d'or, on s'en tire tant bien que mal avec peu de monnaie. Ne trouve-t-on absolument plus de

métal jaune, on retourne simplement à la barbarie. C'est du moins ce que firent les peuples de l'antiquité ; et c'est vraisemblablement là que nous conduiraient les autorités, les spécialistes et les financiers. L'absence d'or nous ramènerait au régime économique des Hottentots. Ainsi s'explique l'énigmatique disparition des civilisations antiques.

Ne l'oublions jamais : l'or, il faut le trouver. Tous les autres biens, nous les créons selon les besoins. Le foin, la paille, les traités sur l'étalon-or et les théories de la valeur se créent d'après les besoins. Mais l'or, on le trouve, quand on peut. Imaginez que le président de la Banque Nationale ait un trou dans sa poche, et qu'il perde la clé des chambres blindées. Le commerce du pays dépendrait autant du sort de cette clé qu'il dépend toujours des découvertes d'or. Aussi longtemps que le président chercherait sa clé, toute activité commerciale cesserait. Les peuples de l'antiquité ne retrouvèrent pas la clé... Chez les Romains, cela se produisit vers le temps de l'empereur Auguste. Toutes les mines d'or étaient épuisées. Quant aux mines d'argent d'Espagne, qui jusqu'alors avaient fourni aux monnaies romaines le plus gros appoint, elles ne produisaient plus que fort peu. Ce fut le commencement de la décadence. Comme pour tout empire durable, la puissance de Rome était économique ; elle s'appuyait sur le commerce, la spécialisation, la monnaie. Partout où la monnaie romaine pénétrait la spécialisation pouvait se développer et créer le bien-être. Cette prospérité générale et frappante, qu'on attribuait à la domination de Rome et à son administration, rehaussait le prestige de l'empire. La monnaie constituait le ciment de cet édifice. Quand l'or et l'argent vinrent à manquer, la monnaie disparut peu à peu, se perdant ou surtout prenant le chemin de l'Orient pour équilibrer les importations. Il fallut renoncer à la spécialisation, qui pourvoyait notamment aux armements. Le bien-être disparut, l'impôt devint de plus en plus insupportable et les forces dissolvantes prirent le dessus dans l'Empire.

L'échelle d'or se brisa ; la chute fut en rapport avec l'ascension. Aujourd'hui, les pâtres de la campagne romaine admirent sans comprendre les augustes débris des œuvres prodigieuses que l'or permit un jour de tirer du néant. L'éclat de Rome, comme celui de Babylone, de la Grèce et de Jérusalem, ne fut qu'un reflet de la puissance civilisatrice énorme que recèle la monnaie.

Toutes les autres explications que l'on donne de la décadence des peuples de l'antiquité relèvent de la mentalité chagrine, austère, qui finit par dominer quand on ne découvre pas d'or, lorsque la spécialisation rétrograde ou est abandonnée et que règnent la misère, la faim et la servilité. Il n'est pas vrai que la dépravation des classes dirigeantes de Rome fut la cause de la décadence. *Il n'y a pas de gens assez puissants pour que le bonheur et le malheur de tout un peuple dépende d'eux durant des siècles. Un peuple sain, actif, riche et travaillant selon les principes de la spécialisation ne se laisse pas longtemps faire par une*

engeance dégénérée et dépravée. L'homme qui travaille avec succès dit comme les traites qu'il signe : « Valeur en moi-même », il est fier et libre parce qu'il est sûr de son entreprise. Jamais on ne vit de tyrans imposer leur domination durant les époques de prospérité économique. Durant ces époques, on ne tolère pas que des incapables dirigent le pays. Le progrès économique fait progresser tout le reste, et spécialement l'attachement à la liberté, la fierté des peuples. Mais lorsque ces mêmes peuples doivent renoncer à la spécialisation, et retourner peu à peu à la vie économique primitive, comme ce fut le cas de Rome, de Babylone et de Jérusalem, lorsque le souffle néfaste de la mélancolie dessèche le peuple et que prédominent les plaintes des mendiants, plus personne n'a le cran de chasser de la direction les incapables et de les y remplacer.

Non, Rome ne dut pas sa chute à la corruption. Des hommes corrompus périssent par leur corruption ; mais le peuple n'a rien à voir avec cela. Que de fois les peuples d'Europe auraient connu la décadence si cela n'avait tenu qu'à la corruption des princes et des classes dirigeantes. Rome déclina en même temps que la spécialisation et celle-ci disparut faute d'or.

Il est faux aussi de dire que le peuple romain tout entier était dégénéré. On considère aujourd'hui comme les causes de dégénération des peuples, le café, l'alcool, le tabac, la syphilis. Nos médecins ne conçoivent plus de dégénération sans ces causes. Or, les Romains ignoraient ces poisons, ils ne connaissaient que le vin, qu'on ne consommait certainement pas en plus grande quantité qu'aujourd'hui et certainement pas au point de causer la perte de tout un peuple.

D'aucuns ont imputé aux Germains la perte de Rome. C'est tout aussi faux. Les Germains ne connaissaient ni la monnaie, ni la spécialisation. En admettant même que cela ne les eût pas empêchés de causer la destruction de l'Empire romain, pourquoi ne vit-on rien renaître de celui-ci sous la domination germanique ? Rien n'est, dit-on, plus vigoureux que la vie qui renaît sur les ruines. Mais qu'auraient pu faire les Germains sur les ruines de Rome, si eux non plus ne trouvaient pas d'or ? Rome mourut d'anémie monétaire et transmit son mal à ses successeurs.

Il fallut attendre un millénaire et demi pour voir la Renaissance. On doit à la Renaissance la plus grande invention de tous les temps, *celle de la « fausse monnaie »*. Il en est bien ainsi. Le faux monnayage réveilla Rome et l'Europe tout entière de leur léthargie médiévale. Les matières manquant pour faire de vraies monnaies, on en fit de fausses. Les sciences, les arts et le commerce de la Renaissance sont des effets et non des causes. Toutes les époques ont donné le jour à des poètes et des inventeurs. Mais la grande accoucheuse, c'est la monnaie. Si elle est là, le petit génie deviendra grand, sinon il est mort-né. Il faut donc rechercher plus loin qu'on ne le fait de coutume la cause de la Renais-

sance. Il faut la voir dans le fait que l'on se mit partout en Europe, et spécialement en Italie, à augmenter la quantité de monnaie léguée par l'antiquité, en y incorporant du cuivre tout en *maintenant inchangé le pouvoir libératoire des pièces « falsifiées »*. D'un ducat, on en fit trois, cinq, dix, cinquante et davantage ; et avec ces nouveaux ducats chacun put se libérer de ses dettes. Il y eut plus d'argent disponible, et il s'en répandit dans des sphères toujours plus larges. Les prix, qui depuis le règne d'Auguste n'avaient cessé de baisser, au grand dam du commerce, devenu dangereux sinon impraticable, se mirent désormais à remonter. Les marchands qui avaient appris à craindre de signer des traites cessèrent de voir en elles le plus sûr chemin de la prison pour dettes. Vu l'ascension générale des prix, le prix de vente de ce qu'ils achetaient promettait, selon toutes probabilités, d'être plus élevé que le prix d'achat. Grâce au cuivre que les princes incorporaient aux monnaies (par pure rapacité évidemment), le commerce était redevenu possible du point de vue mathématique. Tant que les rois se livraient aux manipulations monétaires, mettaient en circulation des jetons et s'adonnaient à ce qu'on qualifie de faux monnayage, il était possible de rétablir la spécialisation et le monde pouvait de nouveau respirer. On pouvait dire des jetons : ils viennent de la puissance qui veut le mal et fait le bien. Si Rome ne dut pas sa ruine à la corruption de ses princes, elle lui dut au moins son relèvement. Les jetons permirent à la spécialisation de renaître ; et *qu'est à tout prendre la Renaissance, sinon la renaissance de la spécialisation ?* La spécialisation est la base de toute culture. Grâce aux jetons, les poètes et les peintres trouvaient acheteurs pour leurs œuvres, ce qui les incitait à de nouvelles créations. Le véritable mécène du pinceau et du ciseau, c'était le jeton, la monnaie nouvelle, artificielle et « fausse ». C'est probablement grâce au jeton que Gutenberg trouva un capitaliste pour exploiter son invention. Ce n'était « qu'un faux » capitaliste, faux comme ses jetons ; mais sans l'argent de Fust, peut-être l'invention de Gutenberg se serait-elle perdue, après avoir mené l'inventeur en prison pour dettes. Les jetons faisaient s'écouler les marchandises et aussi les livres ; et c'est pour faire face à la vente croissante des livres, que Gutenberg eut l'idée d'en mécaniser la reproduction. Des inventeurs, il y en a toujours. Il suffit d'assurer la vente ; le reste dépend de la technique, qui s'est toujours montrée à la hauteur des problèmes qu'on lui posait.

Ainsi que nous l'avons montré au début, ceux qui utilisent le plus d'argent, c'est-à-dire les marchands, ne se soucient nullement de quelle matière l'argent est fait. Les jetons passaient de main en main ; et plus ils étaient rouges (de cuivre), plus leur circulation était rapide et sûre. Partout où ils passaient, il y avait du travail. Le travail que les jetons déclenchaient était *égal à la somme des échanges qu'ils permettaient d'effectuer*. Si une somme d'un million en jetons changeait cent fois de propriétaire dans l'année, il avait été créé pour cent fois

un million de marchandises. De quoi enrichir une cité entière. De sorte que partout la richesse des villes fut en raison inverse de l'aloi des monnaies et de la probité des princes. Si ceux-ci avaient eu les scrupules de Luther, et s'étaient refusés avec indignation au faux monnayage, le monde n'aurait pas connu la Renaissance ; et Frère Martin eût sans doute été incapable de fomenter sa rébellion. Car pour une insurrection, il fallait autre chose que la crise de conscience d'un moine. Il fallait aussi, groupé autour de lui, tout un peuple auquel la spécialisation avait donné la joie de créer, le courage, la richesse et l'amour de la liberté. Les mendiants ne sont pas des révolutionnaires.

Cet éloge du jeton pourrait, à vrai dire, inciter à considérer le charlatanisme monétaire comme l'aurore des temps nouveaux. L'éloge du jeton serait toujours plus justifié que les appellations injurieuses dont l'accablaient rentiers et usuriers. Ceux-ci sont depuis longtemps retombés en poussière. Mais les œuvres auxquelles le jeton a donné le jour ne périront pas. Les malédictions innombrables que le jeton s'est attirées, et auxquelles, fait curieux, nos « économistes distingués » font chorus, sont inspirées par des considérations économiques d'ordre privé, mais non d'ordre public. La critique n'a vu que le préjudice causé au détenteur des jetons, par leur rougissement continuel et la hausse générale des prix. Quel petit inconvénient pour un aussi formidable levier économique. Le jeton avait la vertu d'échanger les marchandises ; c'est ce qui seul importe pour la monnaie, lorsqu'on la considère du point de vue de la spécialisation, des échanges, de l'économie politique, en un mot, de sa fin. Quoi qu'il en soit, en tant que première intervention officielle dans le domaine monétaire, le faux monnayage mérite d'être considéré comme l'aurore des temps nouveaux, bien plus que les événements que l'on a coutume d'envisager comme la cause de cette grande révolution. La découverte de l'Amérique, la Réforme, l'invention de l'imprimerie et celle de la poudre, n'eurent aucune influence directe sur la spécialisation ni sur les échanges ; tandis que le jeton doit être considéré comme le stimulant de la spécialisation, au même titre que les « conjonctures ascendantes » de l'époque actuelle.

« Je ne connais aucune période de prospérité économique qui n'ait été due à un afflux inaccoutumé d'or », déclarait le professeur berlinois Sombart.

L'or ne doit cette vertu qu'à sa qualité de *monnaie*. Les jetons eux aussi, étaient de la monnaie, et exerçaient le même effet économique qu'une augmentation correspondante de la quantité d'or.

Il y a donc lieu de diviser l'histoire selon les périodes suivantes :

1. Temps de cavernes, jusqu'à l'avènement de la spécialisation dû à l'adoption de l'or comme moyen général d'échange.

2. Ascension et décadence des peuples de l'Antiquité, jusqu'à leur ruine complète par suite du manque de découvertes d'or.

3. Période glaciaire économique (moyen âge, jusqu'à l'apparition du jeton).

4. Depuis lors, progrès intermittent de la civilisation, par suite de l'afflux irrégulier de l'or.

Le réveil général que le jeton provoqua au xv^e siècle, fournit aussi, comme bien on le pense, des initiatives et des crédits pour les prospections destinées à trouver de nouvelles sources d'or et d'argent. L'or ne se serait pas prêté à ces entreprises hasardeuses ; mais les jetons, quand ils deviennent de plus en plus rouges d'année en année, on les risque plus volontiers. Les jetons financèrent les demandes de concession et les fouilles, et se révélèrent encore une fois les pionniers du progrès. *On trouva ce que pendant un millénaire et demi on avait attendu de chercher.* Des minerais d'argent en Bohême, en Saxe, en Moravie et en Hongrie. A Joachimsthal, en 1485, furent frappés les premiers thalers, (abréviation de Joachimsthaler). Désormais le renouveau fleurit non seulement dans les pays des rois « faux monnayeurs » mais aussi dans ceux où les souverains n'avaient pas voulu s'adonner à ces « manipulations ». La monnaie d'argent franchit les frontières de l'Allemagne, portant la prospérité partout où elle allait. La basilique Saint-Pierre de Rome fut élevée avec l'argent provenant des mines allemandes et offert par des pèlerins ; sans ce métal, Michel-Ange et Raphaël n'auraient pas pu manifester leur force créatrice.

Les thalers de Bohême et de Joachimsthal ne finirent-ils pas par atteindre l'Espagne, pour réaliser les mêmes merveilles ? Le monde entier accueillit le métal argent [XI]. Le navire sur lequel Colomb s'embarqua à Palos en 1492 devait son existence à l'esprit d'entreprise qui se manifeste partout où la monnaie vient assurer la vente des produits de la spécialisation.

Les nations de l'antiquité durent leur ascension comme leur chute à la monnaie naturelle dont elles se servaient. Le millénaire et demi de période glaciaire économique qu'offre le moyen âge fut une conséquence de la pénurie monétaire. La Renaissance, à son début, est due à l'apparition des jetons. La diffusion de ce mouvement, et la découverte de l'Amérique, sont dues à l'exploitation des mines d'argent d'Allemagne, exploitation rendue possible par l'existence des jetons (1).

Les grandes découvertes d'or et d'argent faites en Amérique vinrent clore définitivement l'ère médiévale. L'afflux de métaux monnayables suffit pour permettre à toute l'Europe de participer à l'économie basée sur l'argent et de bénéficier de la spécialisation. L'or créa le monde antique ; il créa le monde nouveau. L'or causa la perte du monde antique ; il causera celle du monde nouveau, si...

(1) Evidemment l'exploitation minière ne s'arrêta jamais complètement, mais, avant cette époque, la production était négligeable et couvrait à peine ce qui se perdait.

Il serait trop long de décrire les divers effets qu'ont exercés sur le développement de l'Europe les afflux d'or, avec leur irrégularité et leurs à-coups. Rappelons que même en Amérique, le seul moyen de produire de l'or est d'en *trouver*. Telle époque en fournit beaucoup, telle autre peu, la suivante en déverse un pactole. Ces à-coups de la production tiennent du séïsme : partant du sein de la terre, ils font immédiatement sentir leurs effets dans le monde entier. La production d'or ne tomba jamais, même au moyen âge, à zéro ; mais durant de longues périodes néanmoins, elle resta insignifiante, et fit végéter la vie de l'humanité, arrêtant le progrès dans tous les domaines. La dernière de ces périodes fut celle qui suivit 1872. Les usuriers de tous les pays firent alors prévaloir leur influence dans la législation, et surent, en éliminant le métal argent, limiter la production monétaire, conformément à leurs intérêts. Aux yeux des usuriers et des rentiers, on produisait, à cette époque, trop de monnaie ; celle-ci devenait trop bon marché. Les ouvriers et les paysans avaient, disait-on, la vie trop belle. Donc, à bas le métal argent. Il fallait faire baisser les prix afin que les rentiers pussent mener plus grand train avec leurs revenus. La fatalité voulut qu'à cette époque la production d'or vint à baisser fortement. Ainsi éclata la crise dite chronique qui dura jusqu'en 1890. Par les multiples influences qu'elle exerça sur les dividendes et les cours des actions, cette crise fit largement expier aux spéculateurs les vols commis au détriment des paysans et des ouvriers. Le but des spéculateurs avait été dépassé. Ils avaient tué la poule aux œufs d'or.

Après 1890, les découvertes d'or reprirent promptement, et depuis elles contribuèrent à faire monter continuellement les prix, qui précédemment n'avaient cessé de baisser, au désespoir des chefs d'entreprise, des commerçants et des paysans. Une remarque au sujet du caractère aléatoire de notre monnaie naturelle : Les découvertes de métaux monnayables, qui avaient fourni, de 1866 à 1870, pour 4 milliards d'or et d'argent, baissèrent jusqu'à 2 milliards et demi pour la période de quatre ans qui suivit (après l'élimination de l'argent) et et remontèrent depuis à 7 milliards environ. Tels sont les imprévus auxquels la plus importante de nos institutions s'est vue exposée dans le court espace de trente ans ! Que serait-il arrivé si, au lieu de reprendre, la production d'or, en recul continuel de 1856 à 1885, avait depuis, continué à rétrograder ? Il y a lieu de se le demander, car tout dépend du pur hasard des découvertes.

Un recul continuel dans la production de la monnaie exerce une pression toujours croissante sur les prix. Ceci tue tout esprit d'entreprise et donne raison aux pessimistes : ce qu'il y a de mieux à faire dans de telles conditions est de ne rien entreprendre. Lorsque les prix sont à marée descendante, les chefs d'entreprise et les commerçants sont incapables d'avancer. Impossible de nager contre le courant. Les téméraires coulent à pic et leur malheur sert d'exemple.

A la fin, le peuple entier se croise les bras. Affamé, servile, avec une mentalité et un comportement de mendiant, il attend. Qu'attend-il, le pauvre ? Que Sésame s'ouvre à nouveau, et déverse son or. Et si l'on ne découvre pas la formule magique qui ouvrira la caverne, on verra venir, aussi certainement que la mort, la période glaciaire qui paralysera la division du travail et la civilisation.

Sans doute les esprits bornés se réjouissent-ils à l'annonce de la baisse générale des prix, qui leur apparaît comme une diminution du « coût de la vie ». Mais pour peu qu'on pénètre l'interdépendance des faits, on voit que les prix bas ne sont vraiment bon marché que pour le monde des parasites ; pour les gens qui doivent travailler pour vivre et pour nourrir les parasites, ce sont les prix en hausse qui constituent le bon marché. D'ailleurs le « bon marché » est un concept d'ordre économique privé, et non d'économie politique. Or, nous examinons ici la question monétaire du point de vue de l'économie politique.

La vie toujours meilleur marché, c'est l'arrêt de la vie économique ; la misère organisée ; le commerce et l'industrie rendus mathématiquement impossibles.

Ce qui précède montre combien la spécialisation, la division du travail est mal assurée avec l'or. Mais nous n'avons encore rien dit de la manière dont l'or assure la répartition des biens. Et c'est bien ici le lieu d'en parler. L'étude complète de ce sujet sortirait du cadre de cette causerie. Quelque désagréable que cela me soit, il faudra donc me contenter d'affirmations, quitte à m'en rapporter, pour les démonstrations, à mon ouvrage intitulé « Nouvelle théorie de la monnaie et de l'intérêt » (1).

C'est à l'or que nous devons la division du travail et par là les bienfaits de la civilisation. C'est à lui aussi que nous devons de voir le plus clair de la production, et le meilleur, échoir au monde des parasites. *Car l'or est bien le père du capitalisme.* Métal noble et moyen légal de paiement, il occupe de par ses privilèges naturels et ceux que lui confère la loi, un rang supérieur à tous les biens qui dépendent de lui pour les échanges. C'est pourquoi la monnaie d'or est devenue en même temps le moyen général d'épargne ; l'épargnant n'entend pas la rendre à la circulation, à moins qu'on ne lui garantisse le paiement d'un intérêt. Chaque signe monétaire que l'Etat met en circulation pour les besoins des échanges, finit tôt ou tard par échouer dans un ou l'autre bas de laine. *Tout l'argent en circulation vient donc des caisses d'épargne, et subordonne ses services de moyen d'échange au prélèvement d'un intérêt.* La double fonction de la monnaie, moyen d'échange et moyen d'épargne, implique contradiction : elle est contre nature ; c'est un abus dans l'emploi du moyen d'échange. Les échanges ne disposant d'argent que moyennant intérêt, l'usure constitue la condi-

(1) III^e^, IV^e^ et V^e^ Parties du présent volume.

tion préalable de tout échange de marchandises. Selon Proudhon, l'argent surveille l'accès du marché, des magasins, des usines, de tout placement de capitaux (c'est-à-dire d'argent), et ne laisse passer rien qui ne paye ou ne puisse payer l'intérêt.

Ainsi naquit, en même temps que l'or et la division du travail, le grand perturbateur de la paix : l'intérêt. En soi, la division du travail ne demande pas d'intérêt. Qui d'ailleurs le paierait, et pourquoi ? La division du travail aurait donc dû apporter à l'humanité le bien-être *général*, puisqu'elle n'est pas le privilège de quelques-uns, mais qu'elle est accessible à tous. Mais des mains de l'*or*, l'humanité ne reçut cette force divine qu'à la condition que l'intérêt vînt diviser les hommes en pauvres et riches. C'est comme si des dieux jaloux, redoutant cet accroissement de force chez les humains, avaient voulu prévenir leur affranchissement et, divisant pour régner, avaient choisi l'intérêt pour ferment de discorde. L'or ne permet pas que l'aisance se généralise parmi le peuple. Il se met en grève, il refuse de remplir ses fonctions, lorsqu'il a affaire à des hommes libres. Il veut des seigneurs et des serfs ; d'une part des gens tourmentés et surmenés, et d'autre part des parasites. Il implique contradiction de demander à l'or qu'il se mette au service d'un peuple vraiment libre, fier et décidé à se gouverner lui-même. La monnaie basée sur l'or est incompatible avec la liberté publique. Abusant de la puissance extraordinaire que les hommes lui ont conférée en lui donnant la qualité de monnaie, l'or s'est mis, dès son apparition, à diviser les hommes en travailleurs et jouisseurs.

Cette scission en deux mondes, l'un trimant et blasphémant, l'autre parasite et jouisseur, a formé l'humanité à la mesquinerie, à la méchanceté, à l'envie et à cette criminalité qui se manifeste à chaque pas de l'histoire. Du point de vue économique, l'or est devenu, en même temps que notre allié, l'ennemi héréditaire du genre humain. L'or crée automatiquement les conditions économiques qui s'opposent à l'établissement du royaume de Dieu sur terre. Sous le règne de l'or, il est impossible au christianisme de prendre pied dans la famille humaine. Le christianisme est parfaitement compatible avec la fierté, la liberté et l'aisance ; il s'accorde avec la division du travail. Mais, si celle-ci est fondée sur l'or, c'en est fait du christianisme. Effectivement, celui-ci a dû battre en retraite partout où la spécialisation s'est introduite, autant dire dans toute la vie sociale. Le christianisme et le prêt à intérêt sont absolument inconciliables. Mais l'or d'une part, et d'autre part, l'escroquerie, l'usure, le parasitisme, la criminalité, la violence, la révolte et la répression, bref, l'or et l'intérêt, s'accordent parfaitement.

L'or n'assure donc la division du travail qu'au prix de l'abandon de la paix sociale.

« Honneur à Lycurgue », disait Pythagore, il y a deux millénaires et demi, « honneur à lui, qui bannit l'or, cause de tous les crimes ! »

Dans les Etats basés sur la division des classes, les hommes n'ont jamais connu que des grands et des valets ; des mendiants et des philanthropes ; des bureaux d'assistance ; une législation tendant à la lutte des classes, au recours à la violence et au maintien des privilèges de l'argent, plutôt qu'au bien de tous les citoyens. Dans ces conditions, il ne faut pas espérer de voir régner l'esprit chrétien, l'état d'esprit nécessaire à la paix au dedans et au dehors. L'esprit de révolte propre aux masses laborieuses de toutes les nations, et l'esprit de violence et d'oppression que manifestent les autres classes dans les moments critiques, créent *automatiquement* l'état de choses qui mène à la guerre. L'esprit de paix entre citoyens et entre nations doit régner au fond du cœur de chacun et tenir tous les hommes sous son charme ; non seulement le soir de Noël et dans le cercle des plus proches amis, mais dès l'enfance. L'amour de la paix doit, selon Schiller, nous avoir été donné avec le lait maternel. *La façon dont se traitent père et mère, frères et sœurs, forme une bonne part des préparatifs de guerre ou de paix.* Car ces façons se transmettent à l'école, à l'église, aux affaires, à la presse, au bureau, au parlement et aux rapports avec les pays étrangers.

En tant qu'être humain, seul peut s'épanouir celui qui jouit d'une aisance et d'une absence de soucis peu répandues. La richesse et la pauvreté sont des conditions opposées symétriquement et qui ne se conçoivent pas dans une société ordonnée ; elles sont incompatibles avec la paix sociale et internationale. La paix n'est rien d'autre que la liberté ; et seul est libre, l'homme qui, pour couvrir ses besoins, peut se fier à son propre travail et à sa condition économique. La pauvreté est une entrave, la richesse en est une autre ; et la vue des entraves doit inspirer à tout homme libre l'abomination. Où qu'il les rencontre, il doit les briser. C'est là faire œuvre de paix, A bas la rente, le prolétariat et l'intérêt.

Aussi longtemps que nous n'aurons pas enterré le dernier prolétaire à côté du dernier rentier, il n'y aura sur terre de paix communale, nationale ou internationale.

Supprimez l'intérêt et la rente, et chacun devra gagner son pain à la sueur de son front. Ceux qui y sont habitués sont pacifiques. Témoin leur patience angélique envers les écornifleurs. L'espoir inlassable que la « Justice», un jour, triomphera par des voies pacifiques, suspend le geste de révolte inspiré par le spectacle de l'iniquité imbécile. L'oppression, d'ailleurs, se garde de franchir certaines limites bien déterminées.

L'amour de la paix naît du travail. Il est dû, au fond, au sentiment de force et de sécurité propre à quiconque a conscience de pouvoir suffire aux besoins des siens. Ce sentiment de sécurité est d'ailleurs indispensable à la clarté de la pensée et à la droiture du jugement. Dieu n'est juste que parce qu'il dépasse en force tous les autres et qu'il se sait en sécurité sur son trône. Lucifer, par contre, qui a eu

l'occasion de mesurer à ses dépens la force du Tout-Puissant, ne s'en tire que par toutes sortes de malices. Il doit s'en tirer comme Lucifer, l'homme que la rente, la vie aux dépens d'autrui, a rendu intellectuellement et physiquement incapable de pourvoir à ses besoins par ses propres forces. Il lui faut toujours redouter la révolte des payeurs d'intérêts ; en dehors de son Moi, le reste de son avoir se trouve perpétuellement menacé, sur sa base fragile de parchemins et d'exploits (d'huissiers). Il perd naturellement toute aptitude à juger objectivement les événements qui menacent son existence de parasite. Allez donc dire à la puce l'iniquité dans laquelle elle vit. Le gringalet (c'est ainsi qu'il faut considérer le rentier) exploite tous les moyens qu'il croit susceptibles de défendre ses droits acquis. Il traite de vilain et de corrompu, de brute et de gibier de potence, quiconque touche à ses privilèges. Pour lui tous les moyens sont bons ; nécessité ne connaît pas de loi. Quand il est aux abois, il ne recule pas devant le dernier moyen : la guerre !

D'innombrables souverains ont saisi le premier prétexte venu pour déclarer la guerre et prévenir de la sorte la révolte de leur peuple. Si les rois le font, pourquoi les rentiers ne le feraient-ils pas ? Rien de tel qu'une guerre pour dynamiter les organisations de travailleurs, et pour exciter ceux-ci les uns contre les autres. Si le danger vient de ce côté, pourquoi donc ne pas employer la guerre ? Ce que peut faire l'instinct de conservation, on en juge dans les naufrages, à la ruée vers les canots de sauvetage. On a vu comment la guerre actuelle a torpillé l'Internationale. La veille encore, on chantait : « Tous les rouages s'arrêteront, quand mes bras musclés le voudront. » S'imagine-t-on que les rentiers n'ont rien remarqué ? Le moyen est infaillible. Le pouvoir de déclencher la guerre, on le tient par la presse, achetée ou créée à cet effet. Ceux qui vivent de revenus ne provenant pas de leur travail ont le loisir de tout préparer de longue main. Tandis que les autres s'épuisent à travailler, les parasites, bien tranquillement dans leur fauteuil, ruminent. Quels scrupules pourrait-on leur supposer ? Quelle honte ? Celui qui se gêne si peu pour grever du fardeau de l'intérêt le budget de tant de familles, hésitera encore moins à exciter les hommes les uns contre les autres, pour la réalisation de ses desseins. Les spéculateurs new-yorkais qui provoquèrent l'effondrement boursier de 1907 savaient avec certitude toute la misère et toute l'horreur qui allaient en résulter. De tels monstres n'hésitent pas, lorsque cela vaut la peine, de fomenter la guerre par leurs machinations. Surtout lorsqu'il s'agit pour eux d'être ou de ne plus être, lorsqu'il faut désarmer les organisations ouvrières. Dès qu'ils sont convaincus que l'heure est venue d'agir, ils saisissent le premier prétexte venu pour provoquer la catastrophe.

L'or est la cause de tous les crimes, disait Pythagore. Diviser la famille humaine en groupes antagoniques est aussi un crime. L'or

nous a valu la lutte des classes, la guerre civile latente. Il y a des raisons de croire que c'est lui aussi qui excite les peuples les uns contre les autres et les conduit à la guerre. Voyons comment.

La vigueur économique prodigieuse qu'injecte à une nation l'afflux abondant de métal jaune, la période d'éclat, « la conjoncture ascendante » que provoque ce copieux apport de finance, n'a pas manqué de retenir l'attention, et a provoqué diverses suggestions ainsi que diverses mesures législatives, visant à favoriser l'afflux de l'or, ou à en empêcher le reflux. On désignait jadis sous le nom de « mercantilistes » ceux qui cherchaient à défendre de la sorte les intérêts de leur patrie. Ce sont les « protectionnistes » d'aujourd'hui. Tout le jeu consiste à tirer à soi la « couverture or », qui s'avère chaque jour plus étroite. Le blocage de l'or, décrété par tous les Etats européens dès la déclaration de guerre de 1914, constitue la dernière expression de cette thèse absurde. Les mercantilistes, ou protectionnistes, déclaraient : « Importation signifie sortie d'or ; donc il nous faut, pour accumuler l'or dans le pays, empêcher les importations. Exportation, au contraire, signifie entrée d'or ; favorisons donc l'exportation par tous les moyens ; droits d'entrée d'une part et, d'autre part, primes à l'exportation. (L'Allemagne pratiqua le dumping à l'exportation, à l'aide de rabais sur les tarifs de transport par fer et par eau.) Attirons l'or et retenons-le. Ainsi, notre pays jouira d'une abondante circulation monétaire ; le taux de l'intérêt baissera ; et le sort des autres nations, auxquelles nous ravirons leur or, ne regarde pas des « réalistes » tels que nous. »

Tel est, en peu de mots, le sens ou le non-sens de ce qu'on appelle la politique protectionniste. Cette politique est l'aboutissement naturel de l'impossibilité où l'on se trouve de se procurer de l'or à volonté ou selon les besoins, l'importation même dépendant du hasard des découvertes. Si les Etats produisaient leur monnaie selon leurs besoins, la lutte que provoque entre eux « l'insuffisance de couverture or », n'aurait plus aucune raison d'être. Le mythe protectionniste est dû à une observation trop superficielle des phénomènes économiques. Et les mesures qu'il inspire sont d'autant plus vaines, que l'or, obéissant à des lois naturelles qui lui sont propres, tend à se répandre de par le monde, par un équilibre semblable à celui des vases communicants.

Examinons maintenant les conséquences de cette politique de l'or pour les relations internationales, et voyons quelles perturbations elle y provoque.

Pour commencer, l'idée « d'importation et d'exportation » met chaque pays en opposition contre les autres. Le concept « Etat » en revêt une portée toute nouvelle. On voit apparaître la notion du « domaine économique national ». Jusque là, on « *expédiait* » les marchandises partout ; on ne les faisait pas *entrer* et *sortir*. On ignorait « l'importation et l'exportation » ; tout comme il n'est jamais question

d'exporter ni d'importer, à l'intérieur des frontières de l'Allemagne, de la Suisse ou des Etats-Unis. On « expédie » du canton de Berne dans celui de Zurich. Mais on « exporte » de Suisse en Allemagne. On ne dresse pas des statistiques des wagons entiers de marchandises expédiés d'un canton dans un autre. Mais pour les marchandises « exportées », la statistique surveille le moindre colis postal.

C'est l'emprise de la politique sur les produits du travail. La marchandise porte désormais la marque nationale. Il ne s'agit plus dès lors d'un simple échange des produits. L'indication « Made in Germany », prescrite par l'Angleterre, a pour riposte : « Made in England ». Si les peuples perdent chaque jour davantage le type de la race, que le cirage au moins le conserve.

Mais exportation et importation ne se conçoivent pas sans une délimitation sévère des frontières. Jusqu'ici la notion d' « Etat » n'avait eu qu'un faible sens de différenciation. Les Etats se juxtaposaient comme aujourd'hui les villages, les cantons, les provinces. Les peuples se différenciaient par la langue, la race, les mœurs, etc., mais les Etats se confondaient plus ou moins. L'isonomie et la liberté des échanges unissaient les nations. Rien ne les divisait, si ce n'est tout au plus les querelles des princes. Les frontières ne constituaient pas des lignes de démarcation entre les peuples. Rares étaient ceux qui pouvaient les situer. Elles n'avaient de signification pratique pour personne. On n'y montait pas la garde. Elles n'avaient d'importance que pour les princes et leur dynastie. On les franchissait sans le savoir. A tout prendre, le moyen âge ne connaissait qu'*une* seule frontière, purement religieuse, et qui séparait le monde chrétien du monde mahométan. Pour les Juifs et pour tous ceux qui tenaient à la fois du chrétien et du mahométan, cette frontière n'existait même pas non plus : le monde entier leur appartenait.

Les nations ont d'ailleurs gardé cette tendance à se fondre les unes dans les autres. Leurs législations se ressemblent tellement, que nul ne se soucie d'étudier les lois du pays où il se propose de s'installer, chacun étant persuadé que ces lois ne peuvent être différentes de celles de chez lui. Maintes nations, s'épargnant la peine de délibérations législatives, ont simplement adopté la constitution et les lois du pays voisin. Entre nations gouvernées par les mêmes lois, il n'est pas de frontières. Ces nations se fondent entre elles comme des gouttes d'eau. La similitude unit ; la dissemblance divise et marque les frontières. Ajoutons que pour les questions de grande importance, de nombreux traités sont venus supprimer d'autant les frontières.

Sans les barrières douanières, sans les vues fausses qui les ont fait naître et l'excitation qu'elles entretiennent, il serait difficile aujourd'hui de distinguer les pays les uns des autres.

Mais ces barrières opposent la violence à tout ce qui unit naturellement les peuples, parce que la douane exerce son emprise sur la

vie économique de chacun, donc en un domaine auquel l'homme consacre généralement quatre-vingt-dix-neuf pour cent de son esprit, de ses forces et de ses jours.

Tout homme bien portant revendique, comme Alexandre le Grand, le monde *entier*. Un fragment emmuré ne peut lui suffire. Il ne considère pas la terre comme un jardin zoologique. La maison de l'homme, c'est ce bolide qui tourne autour du soleil. La douane lui dispute sa maison ? C'est de la folie. C'est la guerre.

Dès qu'un peuple prétend à l'exclusivité du sol qu'il occupe, et cherche à l'isoler, l'homme sent se réveiller en lui Alexandre le Grand ; il songe à reconquérir ce qui a été retranché à son héritage naturel. Le monde entier, d'un pôle à l'autre, lui revient en droit. Tout homme se considère, consciemment ou non, comme le prince héritier du monde. S'il ne peut avoir le monde entier, il cherche tout au moins à s'emparer de la plus grande part possible et il use de tous les moyens pour en assurer la jouissance à ses descendants. Alors il songe à la conquête, à la guerre. En d'autres temps, cette pensée n'effleure pas le travailleur. Elle lui vient infailliblement dès que l'homme se heurte à une barrière pour lui-même ou pour les produits de son travail. Si ces frontières n'existaient pas, quel sens aurait encore la politique de conquêtes ? Qu'y prétendrait-on gagner ? A moins qu'elle ne vise carrément à la rapine et à l'esclavagisme, la conquête ne peut avoir logiquement d'autre fin que d'élargir le territoire douanier. Chacun selon ses forces tend à élargir ce territoire.

Douane, guerre et conquête ne font donc qu'une seule et même idée. Les frontières supprimées, il n'existe plus au monde aucun territoire à conquérir ; les plans d'Alexandre le Grand se réalisent. Chacun alors dispose entièrement du globe terrestre ; du haut des caisses et des barils, il lance aux petits rois de ce monde un regard de commisération. Lorsque Charlemagne et après lui Charles-Quint morcelèrent leur empire, nul dans le peuple ne protesta. Cet émiettement était purement superficiel et ne touchait pas le peuple. Mais si de nos jours, quelque souverain s'avisait de morceler le territoire douanier en fractions autonomes, toute la vie économique s'en ressentirait et ce serait un tolle général. Durant la guerre de Sécession, c'étaient des raisons purement économiques qui s'opposaient à la séparation. Si la douane n'avait déjà été connue à cette époque, les Etats du Nord se seraient peut-être réjouis du retrait des Etats nègres. Quoi qu'il en soit, cette scission n'aurait pas rencontré d'opposition violente ; la Suède et la Norvège se séparèrent sans grandes difficultés, parce que, jusqu'à ce moment, leur communauté politique avait été de caractère limité, et parce que chacun des deux pays comprenait déjà plusieurs territoires douaniers. Ce sont donc les intérêts économiques qui cimentent les Etats. Et ces intérêts sont créés artificiellement par l'existence des douanes. Sans les douanes existantes et sans

la crainte de celles à venir, il n'y aurait pas de frontières économiques, ni, par conséquent, d'oppositions économiques ; la notion de « territoire économique national » serait oubliée, l'extension du territoire économique ne serait plus possible, ni par les traités ni par la conquête, pour la bonne raison que le territoire économique de chaque pays, de chaque peuple et de chaque homme s'étendrait au monde entier.

C'est très bien d'éviter la guerre. Mais pour pouvoir l'éviter en toutes circonstances, il faudrait avoir des raisons d'espérer que dans un avenir rapproché, les douanes seront complètement supprimées. Si un peuple alors s'avise encore d'ériger des barrières douanières, il faut qu'il sache qu'il se met de ce fait sur pied de guerre vis-à-vis du reste de l'humanité, et qu'il doit s'attendre à la riposte du monde entier. Et si la politique actuelle des douanes s'obstine dans sa sottise et ses contradictions, l'appel au désarmement est une folie : il est encore pis que la guerre.

On a tant parlé de la liberté des mers. Il n'était que juste d'ailleurs que les mers fussent libres pour l'homme. Mais la liberté des terres importe encore bien davantage. C'est vraiment se moquer des peuples, que de réclamer, avec Wilson, la liberté des mers, sans plaider pour celle de la terre ferme. Aucun peuple ne doit exercer de droit exclusif sur le sol qu'il occupe. Il faut que les ports des Etats-Unis soient ouverts aux Mongols ; que les produits de tous les coins du monde y aient également accès ; et que réciproquement, le monde entier soit ouvert aux Américains. Nos ancêtres n'ont pas découvert et colonisé l'Amérique dans le but de voir ce continent s'isoler du monde. Le globe terrestre est le domaine de tous, aux mêmes conditions dictées par la nature.

Cette liberté des mers et des terres, nous y arriverons dès que nous serons affranchis de l'idée qu'il nous faut l'or pour monnaie, et que lorsque ce métal est trop difficile à trouver, nous devons le subtiliser au voisin pour tirer à nous la couverture.

Il y aurait encore bien d'autres reproches, et combien graves, à formuler à l'adresse de l'étalon-or, si nous examinions le problème du point de vue de la technique monétaire. Le traité que nous avons mentionné précédemment fait le procès détaillé de cet étalon de malheur. Puisse cette causerie attirer l'attention générale, et notamment celle des amis de la paix, sur ce grand *fauteur de troubles* qu'on appelle l'étal-onor ; il faut que l'on sache par où commencer, si l'on veut faire du solide travail. Tous les efforts des partisans de la paix sont louables. Mais leurs initiatives humanitaires seraient autrement efficaces, s'ils voulaient accorder plus d'attention aux causes économiques de la guerre, et flétrir non seulement les guerres que se font les nations, mais aussi la guerre civile qui ne cesse de sévir depuis trois mille ans.

Depuis quelque temps s'est constitué un Mouvement pour le sol franc et la monnaie franche. Son but est de faciliter le chemin de la paix internationale, en s'efforçant d'établir, au moins au dedans des frontières, les bases économiques de la paix sociale.

Suppression des revenus obtenus sans travail, établissement du droit à l'intégralité du produit fourni par le travail. Telles sont, pour ce mouvement en faveur de la paix, les conditions à réaliser. Sa première revendication est l'abandon de l'or, à remplacer par la monnaie en papier gérée selon des principes scientifiques. La seconde revendication, le retour des terres au patrimoine indivis du peuple, est d'une portée non moins grande.

Le programme du mouvement pour l'Economie franche constitue pour la paix une œuvre vraie, réfléchie, aux bases profondes. C'est le désarmement radical. Car les armements, aujourd'hui, consistent moins en places fortes et en marine de guerre qu'en conditions économiques funestes. Que peut bien signifier la suppression des armements ? L'homme naît armé. Otez-lui les ongles et les dents : il *étranglera* son adversaire. Le chanvre inoffensif ne fut-il pas, à Paris, l'arme du prolétariat révolté ? Caïn s'arma d'une branche de chêne. Les armements en eux-mêmes ne conduisent pas à la guerre. La cause de la guerre est plus profonde. Celui qui veut véritablement le désarmement doit vouloir délivrer l'humanité des chaînes que lui a forgées l'or.

L'or, disait Pythagore, est la véritable cause de tous les crimes. Parmi ceux-ci, il faut compter la guerre.

C'est pourquoi ceux qui veulent la paix entre les citoyens et entre les peuples, et qui veulent faire œuvre utile, appuieront en se joignant à lui, le Mouvement pour le sol franc et la monnaie franche.

La femme de Loth regarda derrière elle et l'épouvante la changea en statue de sel. Tous ceux qui regardent en arrière se fossilisent en écrevisses, en militaristes, en marchands de canons. L'épouvante pétrifie quiconque se retourne sur le passé de la civilisation. On n'y rencontre que l'horreur et la ruine. « Aux armes ! Sans quoi vous serez terrassés. Voyez les ruines de Babylone, de Ninive, de Jérusalem, de Rome. La guerre est dans la nature même de l'homme. Babylone serait encore debout dans toute sa grandeur, si elle avait été mieux armée. » Telles sont les leçons de l'Histoire. Du moins en apparence.

Copernic et Galilée ont montré combien les apparences peuvent être trompeuses.

Les apparences ont trompé ceux qui, depuis toujours, ont tenté d'interpréter les signes de l'histoire. C'est un malheur immense. Ce que peut faire une erreur d'interprétation, on l'a vu à Rome, lorsque Galilée démontra que le soleil ne tournait pas autour de la terre. La Ville Eternelle en fut ébranlée jusque dans ses bases. Il ne s'agissait pourtant que d'un problème d'astronomie, d'une question purement

spéculative. Quelle secousse ne doit pas ébranler les fondements mêmes de notre pensée et de notre comportement, si l'idée vient à se répandre que l'histoire gravite non autour de Mars, mais autour de Mercure !

L'explication économique des décadences indiquera, dans tous les domaines, des voies nouvelles. Surtout aux amis de la paix. Car l'homme a besoin de l'histoire. C'est sa grande éducatrice. A condition de comprendre son langage. Un regard en arrière devient alors une perspective, l'expérience étant le meilleur des oracles. Que fait le colon à la recherche de terres nouvelles ? Après avoir examiné la végétation, il étudie les conditions climatiques et s'assure de l'absence de toute trace d'incursions armées. Plus d'un colon, après ces investigations, s'est fixé sur quelque rivage paisible et solitaire pour essarter et labourer, jusqu'au moment où, du sommet d'un peuplier silencieux, un jonc venant siffler à ses oreilles lui a révélé la présence d'un Indien. Ce jonc représente pour le pionnier ce que les ruines de Babylone devraient signifier pour nos fondateurs d'Etats. Elles devraient leur rappeler que les apparences les ont trompés, et que le ruisselet, lors de la fonte des neiges, se change en un torrent gigantesque.

L'homme est perdu s'il ne consulte pas l'histoire. Qu'il en interprète mal les enseignements, et c'en sera fait de lui. Or, les apparences nous ont trompés. Elles nous firent croire à la nécessité des armements et rendirent la guerre fatale. Elles nous indiquèrent, comme moyen de protéger l'Etat, le bellicisme que nous crûmes nécessaire d'inculquer à la jeunesse. Le militarisme suscita la guerre, contre laquelle nous cherchions précisément à nous prémunir.

Comme les choses auraient été différentes si, nous méfiant des apparences, nous avions fouillé quelque peu. Comme nous aurions vite découvert une de ces tables sur lesquelles il est écrit : « La monnaie d'or est l'éternel brandon de la guerre civile et de la guerre entre les peuples. A cause de lui nous avons été désarmés au point de ne plus pouvoir opposer aucune résistance aux attaques des barbares. L'or nous donna la vie. Mais il dévora ses enfants. *Honneur à Lycurgue qui bannit l'or, cause de tous les crimes!* »